

le monde  
**libertaire**  
hebdomadaire de la Fédération anarchiste  
adhérente de l'Internationale des Fédérations anarchistes

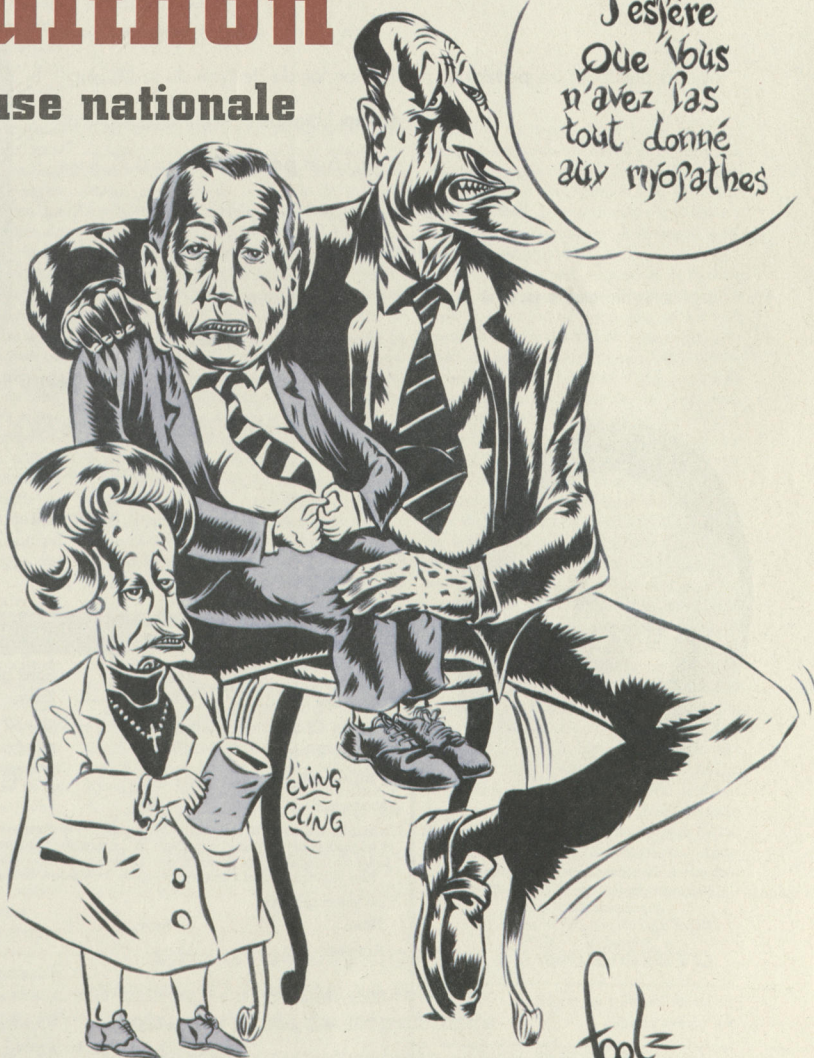
# le monde **libertaire**

## **Pinaultthon**

**nouvelle cause nationale**

*J'espère  
que vous  
n'avez pas  
tout donné  
aux myopathes*

Après avoir payé pour  
renflouer le crédit lyonnais,  
il va falloir cracher encore  
au bassinet pour  
sauvegarder la tirelire de  
l'ami de la famille.



*« Les trois monothéismes – je dis bien les trois –  
professent fondamentalement une même  
détestation des femmes, des désirs, des  
pulsions, des passions, de la sensualité et de  
la liberté, de toutes les libertés. Qu'on n'aille  
pas s'exciter sur la pertinence ou non de  
l'enseignement du fait religieux à l'école,  
l'urgence, c'est l'enseignement du fait athée. »*

Michel Onfray

M 02137 - 1341 - F: 2,00 €

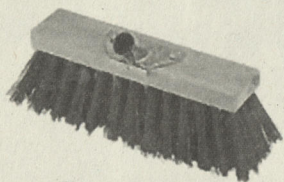


**2€**

ISSN 0026-9433

du 18 au 24 décembre 2003 **hebdo n°1341**

# Sommaire



Les **travailleurs-esclaves**, au Brésil et ailleurs, par Hugues Lenoir, page 4

**STOPUB** réprimé, la consommation continue, page 4

Soutien aux **sans-papiers**, par le groupe Gromelifa, page 5

Brèves sociales piochées dans **le Communard 35**, page 6

Une **autruche** de Ladrissie bien nourrie, page 7

Jean Monjot fait des **vagues**, page 7

Toujours plus pour les **patrons**, par l'Union locale de Lyon de la FA, page 8

**Cuba** libre, un cocktail explosif, page 9

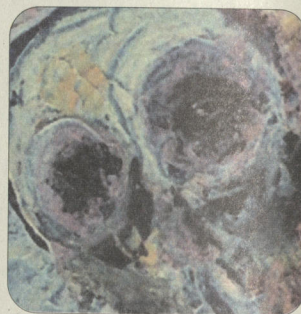
Gard à la **pollution**, par Bob, page 9

Israël, le camp de la **paix**, par Michel Sahuc, page 10

François glose sur **l'immigration maghrébine**, page 11

Pour une économie **sans profit** dans une société libertaire, par C. Arnoult, page 14

Tout régresse sauf le **Sida**, par Pat, page 16



Les **Bérus** sont vendus, En Vrac, page 18

Caroline Granier a planché sur la **littérature anar**, page 19

A. Bernard nous parle de ses **lectures**, page 21

**Agenda** et **Radio libertaire**, page 22

Vie du mouvement, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais  
Commission paritaire n° 0906 1 80740  
Imprimerie EDRB (Paris)  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - EDRB  
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé  
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:  
droits réservés.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (* DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n°s	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n°s	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n°s	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

\* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)

\*\* les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous

demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Chèque postal  Chèque bancaire  Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

**2** abonnez-vous !

Le Monde libertaire du 18 au 24 décembre 2003

# Editorial

**VOULOIR S'INTÉRESSER** à notre propre vie, vouloir prendre en mains nos propres affaires, ne considérer ni l'autorité ni la force, en somme tout simplement être libertaire n'est pas le moindre des paradoxes.

Notre civilisation légifère, organise, décrète, réglemente à tout va, c'est pour elle la seule condition de son existence. Sa seule préoccupation c'est d'exister. Libertaires nous sommes, libertaires nous subissons ces contraintes. Le récent rapport de Bernard Stasi est une illustration parfaite de cet état de fait. Même si ce rapport n'a pas encore force de loi, il faut bien constater qu'il nous indique dorénavant ce que nous devons penser de la religion de l'autre et de ses manifestations. Ostentatoires ou ostensibles, la belle affaire. Il est désormais considéré comme vérité utile de se référer aux dieux. La négation d'une spiritualité supérieure à la dimension de l'Homme n'est pas envisagée. Ce sera une loi supplémentaire ou ma main dans la gueule. Constater que les seules dispositions envisagées pour rétablir l'équilibre est d'offrir un jour de congé supplémentaire pour les religions juive et musulmane n'est pas le moindre des paradoxes émanant d'un rapport sur la laïcité. Rêvons d'un jour où le lobby anarchiste sera suffisamment puissant et imposera une semaine de congés pour célébrer la révolution espagnole. Ce sera notre Loi... Dévolue au seul contrôle des professionnels de l'éducation dont on vient de voir la semaine dernière que le seul fait de tourner le dos à une classe pour ranger une malle de classe de neige se solde par cinq mois de prison ferme et une amende faramineuse quand un accident arrive. Combien pour une kippa qui traîne?

Que les femmes musulmanes, puisque le regain d'intérêt vient d'elles, soient soumises au pouvoir spirituel ou au pouvoir temporel sont les deux facettes d'une même oppression: celle de la force du mâle. Le maître de maison les a toujours bien accrochées et Allah n'est pas une déesse. Exclues de l'école pour porter le voile ne les jettera pas dans les écoles coraniques. Elles y sont déjà tous les soirs en rentrant et passons sur le phénomène de mode et de la provocation. C'est bien cette double exclusion qui est insupportable. Exclues de l'école, soumise au mâle, leur rôle social est totalement nié et totalement bafoué. Le désir n'en parlons pas. C'est un vague mot de cinq lettres. Même compte triple au Scrabble ça rapporte rien.

En ce sens je vous fous mon billet que le rapport Stasi se garde bien d'aborder le problème. La religion n'est qu'un spectacle ostensible et certainement pas cette manière de vouloir réglementer l'intelligence, cet ordre moral que nous avons toujours su combattre et que nous n'accepterons jamais. C'est de notre survie qu'il s'agit

Dans la série « à vos chéquiers », après le téléthon, la soirée vieux à l'hôpital, la soirée jeunes à l'hôpital, l'opération pièces jaunes, le couple Chirac est heureux de vous présenter

## le Pinaulthon

ou comment venir en aide à un vieux copain milliardaire.

### Fred

C'EST UN DES RARES AMIS DU PRÉSIDENT, c'est également une des plus grosses fortunes de France. Mais il est malheureux. Parce qu'il va devoir payer, délester sa bourse de quelques sous. Et ça, François Pinault ne le supporte pas. Il ne s'attendait pas à devoir ainsi se faire violence, son ami le Président ne l'y avait pas habitué. Jusque-là l'argent public lui avait permis d'exercer son talent pour les coups tordus sans risquer ses fonds propres, et sans courir le risque de devoir rendre des comptes. Je joue, je gagne, j'encaisse. Je joue, je perds, l'État paie pour moi. Certaines amitiés permettent ça. Aujourd'hui les règles du jeu sont quelque peu troublées. Pinault, comme d'autres avant lui, a pensé que l'Amérique était à sa portée. Et vient d'apprendre à ses dépens que dès qu'il est question d'argent les Américains sont des chiens, plantent leurs crocs dans votre portefeuille et ne lâchent jamais prise. Donc Pinault, parce qu'il a perdu, va devoir donner un peu. Nous donnerons le reste.

Tout commence en 91. L'inénarrable Crédit Lyonnais (dont les frasques, au final, auront coûté la bagatelle de 15 milliards d'euros) achète, par le biais d'une de ses filiales, une compagnie d'assurances américaine au bord de la faillite, répondant au doux nom d'Executive Life. Comme le Crédit Lyonnais est encore une banque publique, la principale garantie présentée par les acheteurs c'est: le contribuable, son fric. L'année suivante, patras: une loi américaine interdit à une banque de posséder plus de 25 % d'une compagnie d'assurance. Le Crédit Lyonnais, devient fébrile, cherche une solution. Il la trouve en la personne de monsieur François Pinault, un de ses principaux clients, patron de la Fnac, du

Printemps, du Point, d'une partie de TF1... Ensemble ils créent de toutes pièces une holding nommée Artémis, laquelle s'empresse de racheter Executive Life. C'est le Crédit Lyonnais, donc le contribuable, qui finance. Coût total de l'opération: 2 milliards d'euros...

Dix ans plus tard, re-patras: la cour de justice californienne sort de son long sommeil, et s'aperçoit qu'il y a dans cette affaire matière à se faire pas mal de pognon. Un premier accord est trouvé: pour 440 millions d'euros (une paille), la France peut stopper les poursuites, au pénal comme au civil. Mais Pinault, qui a négocié dans son coin, et obtenu l'immunité en échange de sa participation active à l'enquête, (non seulement c'est un voyou, mais en plus il balance), risque d'être inquiété si l'État français signe l'accord. C'est alors que ses amitiés élyséennes se révèlent précieuses. Contre toute attente, la France refuse la main tendue par les Américains, prenant le risque d'un procès qui devrait se solder par une amende de 7,5 milliards d'euros! Une amende supportée par les 17 millions de contribuables français, soit une moyenne de 411 euros pour chacun. Déboursier 2800 F pour éviter que l'ami milliardaire du président soit contraint d'assumer ses bourdes et mette la main à la poche, c'est, penseront certains, payer cher le droit d'habiter un pays qui se veut par ailleurs le champion de la tolérance zéro en ce qui concerne la présence d'êtres humains dans les halls d'immeubles. Chirac soutient Pinault, et c'est tellement énorme que même les médias favorables à l'oligarchie chiraquienne relaient l'information (mais en prenant soin de la diluer au possible, de la traiter suite page 4

**Manifestation contre le nucléaire**  
**Samedi 17 janvier, 14 heures,**  
**Paris, place de la République**

À l'appel du réseau Sortir du nucléaire, de la FA, de l'OCL et de l'OSL

# STOPUB

**Contrôle de notre identité,  
répression de nos actions...  
et la consommation  
pour seule solution ?**

« La satisfaction que la société nous autorise en réponse aux besoins sans fin qu'elle fabrique ressemble à l'aumône faite au mendiant : nous faire vivre suffisamment aujourd'hui pour être affamé demain. »

Robert Johnson

EN DÉPLOYANT plusieurs centaines de policiers et en procédant à plus de 300 interpellations et contrôles d'identité pour attroupeement illicite parmi le millier de personnes qui avaient répondu à l'appel de STOPUB le 28 novembre dernier, le pouvoir politique et policier s'est, de manière éclatante, mis au service des intérêts privés de l'empire marchand et de l'idéologie aliénante de la publicité.

Quel chakra si terriblement névralgique de la société avons-nous donc touché, nous, désobéissants à l'ordre spectaculaire et consumériste, pour révéler l'alliance, désormais flagrante et organique, entre les instruments coercitifs de l'État et les propagandistes du nouvel ordre marchand planétaire ?

Comment le barbouillage joyeux et non violent de quelques panneaux publicitaires dans le métro a-t-il pu révéler la sainte alliance de l'idéologie sécuritaire et de l'idéologie publicitaire.

Passée la jubilation d'avoir ainsi provoqué au grand jour l'« outing » obscène d'un concubinage incestueux déjà ancien, c'est le sentiment d'inquiétude qui doit prédominer.

La société Métrobus, gérante des espaces publicitaires de la RATP, et filiale du groupe Publicis (quatrième groupe mondial de publicité présidé par Elisabeth Badinter, eh oui !) après avoir contraint l'hébergeur du site Internet de STOPUB à révéler les noms des responsables dudit site, s'apprête à les poursuivre en justice. L'objet de cet acharnement judiciaire : un prétendu dommage évalué à un million d'euros (pas moins !) et une bataille « éthique » au nom de la défense de la « liberté d'expression publicitaire » (sic !).

Après la répression policière, c'est la justice qui est appelée à étrangler un mouvement large et spontané de résistance à l'aliénation quotidienne.

En Mai 1968, l'écrivain Jouhandeau invectivait les cohortes d'étudiants enragés défilant sous ses fenêtres d'un : « Rentrez chez vous, demain vous serez tous notaires ! » À défaut, nombre d'entre eux devinrent publicitaires !

Une chose est sûre aujourd'hui, notre présent de précaires ne s'offrira jamais un avenir de notaires ou de publicitaires !

Mouvement spontané  
contre l'aliénation publicitaire  
www.stopub.tk

## Nouvelles des fronts

BRESIL, Lula encore un effort pour être un honorable social-démocrate, tu peux mieux faire camarade ! J'apprends que le ministère du Travail brésilien a permis, en 1995 (là, tu n'y es pour rien) et-2002, d'inculper 52 responsables d'entreprises pour avoir honteusement employé – comme Total ailleurs, quoi qu'en dise le bon docteur Kouchner – des travailleurs forcés, autrement dit des esclaves modernes. En conséquence, les employeurs indécents ne pourront plus toucher (officiellement) de subventions ou participer aux appels d'offres du gouvernement. Hormis cette atteinte au libéralisme le plus libéral, celui de renard libre dans le poulailler libre, ce démantèlement du travail-esclave n'est que très partiel. En effet, seulement 4315 travailleurs forcés auraient été libérés avec quelques indemnités (!) sur une estimation, sans doute sous-évaluée, d'environ 40 000. Merci patron Lula, mais à quand les usines aux ouvriers et la terre aux sans-terre qu'aujourd'hui tu as déjà trahis ?

Après Lu, Moulinex et Bata, etc., l'internationale de la « déteritorialisation » et de la délocalisation bat son plein. Aux États-Unis, l'opérateur de téléphonie AT&T Wireless s'apprête à virer (comme son nom l'indique) 3000 de « ses » 30000

bons et loyaux serviteurs et d'en réembaucher à peu près autant, mais pour beaucoup moins cher, en Inde. Même scénario en Grande-Bretagne où Aviva délocalise 2000 emplois afin de suivre l'exemple déjà donné par le secteur bancaire (Lloyd's, HSBC) ou Prudential (assurance) toujours vers le sous-continent. Après la désindustrialisation à marche forcée, ce sont les emplois du tertiaire qui foutent le camp. Certes, on peut se réjouir que l'ancienne colonie britannique hérite de quelques emplois de plus mais nous on imagine déjà quelles seront les conditions de travail et de rémunération des heureux élus. Le volant d'ajustement de la main-d'œuvre est aujourd'hui mondial, demain les salaires seront trop élevés en Inde ou les travailleurs trop organisés et adieu veau, vache, cochon et emplois, à nouveau en partance vers d'autres lieux de misère et d'asservissement. Face à la globalisation des échanges, la mondialisation du capital et l'altermondialisation de la charité, à quand une nouvelle Internationale digne de ce nom et digne de notre projet d'émancipation ? Lula, rassure-toi, on n'a pas besoin de toi et merci quand même.

Hugues

groupe Pierre-Besnard

## Le Pinaulton, suite de la page 3

de préférence dans les pages « économie », parce que « c'est compliqué », que « ça n'intéresse pas les lecteurs », toujours les mêmes prétextes bidons).

Sentant le scandale venir, le Président rappelle alors à son copain qu'il y a bientôt des élections, que Raffarin est dans le trou, qu'il ne suffit pas d'aller faire un tour en Arles noyé pour s'assurer les suffrages d'une majorité de veaux. Elle tombe mal ton affaire, Pinault. Enfin, Pinault comprend, et accepte son sort. Il ira au supplice, la bourse déliée, mais pas trop.

Le 11 décembre un nouvel accord est trouvé, Pinault accepte de cracher 170 millions d'euros, tandis que les contribuables n'auront à verser « que » 460 millions (soit 27 euros par personne). Cependant, cet accord ne concerne que l'aspect pénal du dossier. La justice californienne a pris soin d'indiquer que lors du procès au civil, elle ne manquerait pas de se montrer gourmande. L'avocat Gary Fontana a d'ores et déjà déclaré qu'il réclamerait 2,4 milliards de dollars aux Français. Pas la peine de ranger vos chéquiers, ils vont bientôt resservir. D'autant que le procès civil n'aura lieu qu'en 2005. Or, sauf surprise de taille, c'est une année sans élections...

L'affaire Executive Life est à plusieurs titres exemplaire de la façon dont fonctionne le capitalisme hexagonal. Pinault n'est pas n'importe qui. Il appartient au cercle très fermé des intimes du Palais, surtout, il a bâti sa fortune à partir des prêts généreux qu'à travers le Crédit Lyonnais l'État lui a octroyés. Donc, à partir de fonds publics. Il n'est pas le seul mais lui a poussé à son paroxysme le système de privatisation des gains, de nationalisation des pertes. Il l'a poussé si loin que jusqu'à récemment, il restait persuadé que l'État raquerait 7 milliards et demi juste pour lui éviter quelques ennuis pécuniaires (et l'État s'apprêtait effectivement à le faire, uniquement retenu par l'approche de ces fichues élections). Pécunieux, les ennuis, et non pas judiciaires. Car il n'est bien sûr pas question de faire passer par la case prison un être à ce point supérieur au commun des mortels qu'il lui arrive même de susurrer à l'oreille de Bernadette un conseil à propos de ses rhododendrons. Tout cela vous a un goût d'Ancien Régime, d'absolutisme présidentiel parfaitement écœurant. Mais après tout, ne sommes-nous pas en pleine Restauration ?

F.

Depuis sa création en 1996, le Comité des sans-papiers du Nord (CSP59) manifeste dans la ville de Lille tous les mercredis soir à 18 heures pour exiger la régularisation de tou.te.s. Depuis l'arrivée du nouveau préfet, M. Richer, particulièrement zélé dans l'application des consignes de Sarkozy, les provocations à l'endroit du mouvement des sans-papiers du Nord se multiplient (agressions par la Bac en fin de manif, contestation d'accords de régularisation obtenus de haute lutte et, bien sûr, calomnie permanente). Dernière agression en date: la mise en examen de Roland Diagne, coordinateur du CSP59, pour organisation de manifestations illégales sur la voie publique. Ce dernier avait reçu personnellement un avertissement fin septembre à ce sujet, le comité a alors publié une déclaration avertissant que le CSP59 manifesterait tous les mercredis soir de la place de la République à son local jusqu'à régularisation de tou.te.s les sans-papiers. Deux mois plus tard, Roland Diagne était mis en examen et comparaisait devant le tribunal de grande instance de Lille le 9 décembre.

Le procès a été l'occasion d'un rassemblement de soutien réunissant environ 500 personnes devant le TGI durant toute l'après-midi. À l'intérieur se succédaient les témoignages de militant.e.s rappelant combien il était courant de manifester sans autorisation sans que cela n'inquiète personne (souvenons-nous du 21 avril 2002). Finalement, au terme d'un procès ubuesque où même le président du tribunal semblait s'interroger sur l'incongruité du chef d'inculpation, la relaxe a été prononcée sur le fond.

Nous avons diffusé le tract suivant à cette occasion.



L'Homme bleu

# Manifestons existons circulons !

**MALGRÉ** la « disparition » des 100 000 personnes qui défilaient dans Paris en 1996 contre les lois Debré (toujours en vigueur), les collectifs de sans-papier.e.s poursuivent leur lutte pour la régularisation globale et l'abrogation des lois racistes. Ils obtiennent, au gré de l'état du rapport de force avec les préfetures, des régularisations plus ou moins nombreuses avec des titres de séjour toujours précaires (jamais de carte de dix ans).

Les sans-papier.e.s en lutte, comme tous les mouvements sociaux, construisent ce rapport de force dans la rue. Les manifestations hebdomadaires du CSP59 depuis sept ans en sont l'expression. En occupant l'espace public chaque mercredi, les sans-papier.e.s rendent visible aux yeux de tou.te.s leur mouvement et ses revendications, que les gouvernements de droite comme de gauche occultent du débat public. Sortir de l'ombre en occupant la rue, c'est aussi refuser le statut de clandestin imposé par l'état, c'est crier la liberté de vivre et de s'exprimer où bon nous semble. En criminalisant les militant.e.s et les sans-papier.e.s, l'état cherche à museler cette expression en multipliant les procès pour des motifs souvent saugrenus au regard des faits. Refusons que quiconque nous impose où, quand, ni comment manifester!

À bas les frontières nationales! À bas les frontières sociales!

En enfermant dans des lois notre liberté de manifester (encadrement policier systématique), ce sont de nouvelles frontières qu'on nous impose.

La domination étatique se fonde sur les notions de frontières, de citoyenneté, de nation comme conditions indispensables à la survie du groupe national. Cette idéologie repose sur l'enfermement sur soi, la peur et donc l'exclusion de l'autre et la discrimination. La fermeture des frontières, l'exploitation de l'étranger.e avec ou sans papiers sont les formes d'un racisme omniprésent inhérent à la conception d'état-nation.

Pour lutter contre ces formes visibles de l'oppression étatique, c'est bien plus qu'une rupture dans la politique d'immigration qu'il faut exiger. Si l'immigré.e ne disposant pas de compétence spécifique n'est plus officiellement le/la bienvenu.e chez les riches, les sans-papier.e.s font bien leur affaire: l'étranger.e source de profit à toujours la cote dans le système capitaliste.

Taillable et corvéable à merci, cette main-d'œuvre bon marché (non déclarée, sans protection sociale ni revenu minimum) sert la délocalisation sur place, dont les économies

nationales ne peuvent se passer. La persistance de l'exploitation des sans-papier.e.s est non seulement causée mais voulue par le système capitaliste et l'état qui le sert.

Les frontières sont faites pour être fermées. Il ne faut pas vouloir les ouvrir, mais lutter pour les supprimer parce qu'elles sont les instruments de l'oppression économique, sociale et morale que nous subissons tou.te.s. Il ne faut pas seulement vouloir des papiers pour tou.te.s, mais pas de papiers du tout!

L'urgence est à la construction du rapport de force avec les sans-papier.e.s en lutte face au racisme d'état. Nous devons soutenir tou.te.s les sans-papier.e.s qui s'organisent, sur tous les terrains: renforcer leurs mobilisations, dénoncer toutes les formes d'arbitraire (suspicion systématique, contrôles d'identité, arrestations, etc.) et d'exploitation, organiser la résistance aux expulsions dans les aéroports comme devant les centres de rétention.

Non à la criminalisation du mouvement social!

Liberté de circulation et d'installation pour tou.te.s!

**GROMELIFA**

GROUPE Métropole Lilloise  
de la Fédération anarchiste

## Ce que nous pensons des syndicats

Les syndicats sont utiles pour organiser la défense au quotidien des salariés. Les moyens légaux des syndicats (représentants en partie protégés, heures de délégation pour aller voir les collègues, accès à l'information sur l'entreprise, circulation de l'information, défense aux prud'hommes) sont des bons outils pour faire avancer la cause des travailleurs. Mais les syndicats sont également handicapés par la bureaucratie qui freine les luttes, ou par l'action des partis politiques. Lors de la récente grève pour la défense des retraités, aucune confédération n'a voulu organiser la grève générale. C'est nous militants de base qui avons pris l'initiative de faire des actions communes pour renforcer la grève. Nous avons constaté que nous ne pourrions pas mobiliser le secteur privé qui est un désert syndical sans développer l'organisation des travailleurs dans ces entreprises. De manière complémentaire aux syndicats, nous voulons donc aider à notre niveau à développer un syndicalisme de lutte, démocratique, autogestionnaire qui vise à l'amélioration de la situation de tous les travailleurs. Nous ne voulons pas créer un nouveau syndicat mais soutenir ceux qui désirent se syndiquer. Seule l'action interprofessionnelle permettra de remporter de prochaines victoires. Syndiquez-vous et participez à notre réseau interprofessionnel!

Le *Communard 35*, c/o La Commune, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes. Courriel : [lienanarchosyndicalistede-rennes-subscribe@yahoogroupes.fr](mailto:lienanarchosyndicalistede-rennes-subscribe@yahoogroupes.fr). Permanence le lundi à 18 heures, 2, place du Banat, M° Blosne.

# Les Bretons ne seront plus à l'ouest

Des militants libertaires de Bretagne ont senti la nécessité, dans la foulée du mouvement de mai-juin, de maintenir des liens syndicaux interpro. Le *Communard 35*, dont nous vous offrons à lire quelques articles, sera le premier outil de ce réseau.

Nous n'avons rien à vendre, pas de cartes à proposer, pas de sauveur suprême dans la manche à vous sortir. Notre volonté en vous distribuant ce petit journal est de vous donner des informations du terrain social : échos des boîtes ou secteurs en lutte, infos juridiques et syndicales sur nos droits de travailleurs, des rappels sur l'histoire du mouvement ouvrier, en fait tout ce qui peut nous aider à retrouver une combativité bien souvent émaillée. Bref, ce modeste bulletin se veut un outil au service des luttes sociales interprofessionnelles.

Nous sommes militants anarchosyndicalistes et syndicalistes révolutionnaires de la région de Rennes, organisés au sein du Courant Syndicaliste Révolutionnaire (CSR), à la Fédération anarchiste, ou non-encartés. Nous sommes syndiqués à la CFDT, CGT, CNT-AIT, FO, FSU, etc. ou non syndiqués.

Nous travaillons dans les secteurs privé et public. Certains d'entre nous sont chômeurs, précaires, lycéens ou étudiants. Nous nous reconnaissons dans la Charte d'Amiens de la CGT de 1906 : le syndicat est l'instance d'organisation du prolétariat sur le terrain économique. Il est aujourd'hui outil de la lutte quotidienne contre le patronat et l'État et il pourra être à l'avenir l'organe d'émancipation de la classe des travailleurs et travailleuses. Cette émancipation définitive ne pourra avoir lieu qu'après la révolution sociale, qui mettra à bas le système politique, social et économique actuel, basé sur l'exploitation de la majorité, les travailleurs, par une minorité, les actionnaires de la classe capitaliste. Dans cette optique-là, le journal vous est ouvert et toutes vos contributions y sont bienvenues.

## Les brèves

**Les Retraites... passées et à venir.** Sur la retraite complémentaire, l'accord signé entre le patronat et les confédérations FO, CGC, CFTC et CFDT implique que pour une même rémunération et un même taux de cotisation, le salarié aura moins de points accumulés ; de plus le pouvoir d'achat des points retraite sera diminué, ce qui provoquera une nouvelle baisse des droits à retraite complémentaire se chiffrant à 12 % en 2008. Cette amputation s'ajoutera à celle programmée sur la retraite de base par la réforme Fillon. Budget de l'État 2004 : le budget du ministère de l'Intérieur est en hausse de 5 % (embauche de policiers et achat d'équipements supplémentaires... pour la sécurité des grévistes ?). Le Budget du ministère de la Guerre augmente, lui, de 4 %. Au programme : un nouveau sous-marin nucléaire, de nouveaux missiles et des avions de combat. Les services publics, eux, doivent se serrer la ceinture : l'École, la santé, le logement.

**La réforme l'Unedic** signée début 2003 par CGC, CFDT et CFTC qui va radier et diminuer les droits de 800 000 anciens travailleurs et travailleuses, qui se font spolier de leur assurance chômage à hauteur de 8 000 euros en moyenne, payée avec leurs cotisations sociales.

**Le RMA ou le retour du STO.** D'après un récent sondage (la presse 18 novembre), 67 % des Français seraient pour obliger les chômeurs à travailler après une longue période d'inactivité, mais les personnes interrogées pensent-elles que par ces mesures c'est l'entièreté du monde du travail qui est visé, parce que si le patronat peut embaucher de la main d'œuvre à 4,30 euros, il va pas se gêner et cela

induirait une pression à la baisse sur les salaires. Le RMAste ne cotisera que sur la base de 130 euros. Pour ouvrir des droits à la retraite, il faudrait qu'il travaille 160 ans à ce régime. L'Assedic empochera ses cotisations mais ne lui reversera rien quand il retournera au chômage. Il n'aura que le RMI.

**Groupe France Télécom.** Sur la zone Atalante, à Global One - Equant, filiale majoritaire de France Télécom, de droit néerlandais dont le siège est à Atlanta aux États-Unis, les patrons ne s'encombrent pas du code du Travail : ils commencent des réorganisations de grande ampleur sans en avertir préalablement le comité d'entreprise. Les entreprises Global One-ETSA et Equant SAS, en fusionnant, seront gérées par un nouvel accord d'entreprise qui, dans ce cadre, accorde « généreusement » un plan d'épargne retraite par capitalisation qu'aucun syndicat n'avait demandé et qui fera pression sur les salaires et grèvera d'autant le système actuel de retraite par répartition. Cet accord accentue les inégalités entre salariés car les patrons qui veulent la fusion pour faire des gains de productivité refusent d'harmoniser les acquis sociaux par le haut. De plus, le rapport des 10 salaires les plus élevés dans l'entreprise sur les 10 salaires les plus faibles est passé de 8 en 2001 à 13 en 2002... Depuis 2001, plusieurs centaines de contrats de salariés sous-traitants n'ont pas été renouvelés, et le montant de leur contrat revu à la baisse. Cela a pour conséquence des plans sociaux larvés ou des licenciements abusifs dans les sociétés de services informatiques, avec des salaires pressurés à la baisse. À Transpac, autre filiale de FT, la direction a récemment été traînée au tribunal des prud'hommes et accusée de « délit de marchandage » (embauche déguisée) car elle emploie des salariés en sous-traitance alors qu'elle devrait (selon le code du travail) les embaucher.

## Quand l'autruche éternue...

### On lui doit tout

« La laïcité a été inventée par le christianisme. » Philippe de Villiers.  
N'oublions pas que le christianisme a également inventé le caddy de supermarché, la yaourtière 12 pots, les auto-tamponneuses et l'aspirateur de table.

### En France

« Le problème central en France, c'est qu'il y a trop d'habitants en France. » Marine Le Pen.

Avec ce genre de déclaration le FN risque de se couper des électeurs qui pensent qu'en France, il y a trop d'étrangers en France.

### Kopecs et zlotys

« Il nous paraît étonnant que l'État aide les musulmans, étant donné que l'Église catholique, qui représente encore 60 % de la population, ne reçoit pas un kopec. » M<sup>re</sup> de Berranger, évêque de Saint-Denis.

Si 60 % de la population se retrouvait le dimanche à l'église, les trois vieilles qui s'y rendent encore se sentiraient moins seules, et on pourrait baisser le chauffage. Pour ce qui est des kopecs, nous demandons à Monseigneur d'arrêter de se foutre de la gueule du monde: bien sûr que l'État français soutient financièrement l'Église! Et si elle manque encore de fric qu'elle s'adresse à Jean-Paul: doit bien lui rester des zlotys.

### Bernadette et le peuple

« Je remercie tous les Français, en particulier les plus modestes qui sont d'une très grande générosité. » Bernadette Chirac.

Retraites, sécu, chomdu, RMA et j'en passe... Tu vois René même Bernadette elle reconnaît que c'est nous les petits qu'on fait le plus d'efforts. Ça fait chaud au cœur, tu trouves pas? Tiens, en parlant de chaud, je te rappelle que c'est mon tour de dormir dans le carton, t'y as dormi hier.

### Abdel et ses Maurras

« Je suis favorable au rétablissement de certaines traditions, comme la remise des prix – et plus encore si ces prix sont des ouvrages, ce qui réconcilierait nos élèves avec les livres. » Xavier Darcos, le Roselyne Bachelot de l'enseignement scolaire.

Retour de l'autorité, uniforme, non-mixité... et maintenant la « remise des prix »! La réhabilitation de cette cérémonie mongoloïdo-pétainiste où le maître remet à l'élève douze kilos six cents grammes de littérature indigeste, était inévitable. Œuvres complètes de Charles Maurras: voilà de quoi « réconcilier » les élèves avec les livres... Au fait, qui a dit qu'ils étaient fâchés?

### Coutume et compte en banque

« Comment croyez-vous que je gagne ma vie, moi? » Bernard Kouchner.  
Toi, tu gagnes ta vie comme employé de chez Total, toi, tu viens d'empocher 25 000 euros pour un rapport vantant le modèle social que le pétrolier négrier a développé en Birmanie. Un extrait? « Pour détestable qu'il soit, le recours au travail forcé est une coutume ancienne. » Qu'un ancien ministre s'enrichisse en cautionnant le pire, il est vrai que c'est aussi une coutume ancienne.

### Le bruit, le ventre rond et l'odeur

« Le droit de la femme enceinte, c'est de garder son enfant. » Marine Le Pen.

Ouais c'est ça, faites des gosses... Après faudra pas s'étonner si « le travailleur français voit, sur le palier de son HLM, une famille, entassée, avec un père de famille, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses, et qui gagnent 50 000 F de prestations sociales sans naturellement travailler... »\*

Frédo Ladrisse

(sources: le Figaro magazine, France Inter, Europe 1, l'Express, l'Humanité, le Parisien, l'Annuaire mondial des deux seuls défenseurs universaux de l'italique interplanétaire).

\* Extrait d'un discours de Chirac en 1991, repris par Zebda dans l'album *Le bruit et l'odeur*.

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

## LE SUD DÉSABUSÉ...



## Inondations un fléau capitaliste

« Penser écologie suppose la remise en cause du modèle capitaliste qui produit inutile et nuisible pour le profit. »

PENDANT DES SIÈCLES, on a construit en zone non inondable, laissant des prairies à pâture être inondées et réguler ainsi la circulation de l'eau. Des bois, des haies, des bocages retenaient l'eau qui fertilisait les sols et s'écoulait vers des nappes phréatiques.

Avec le productivisme capitaliste, on a rasé bois et bocages, posé des drains dans les sols, asséché les prairies pour accroître le rendement de la terre, élevé des digues et construit en zone inondable pour la spéculation immobilière. La circulation de l'eau s'est accélérée vers le bas où elle s'accumule. Résultat, sécheresse en amont et inondation en aval. Sans parler des autres causes et autres dégâts causés par le capitalisme.

Penser écologie suppose la remise en cause du modèle capitaliste qui produit inutile et nuisible pour le profit. Rien ne sert de masquer les effets, ou les taxer, si on ne supprime pas la cause. Produire en termes de besoin et non de profit, la population doit décider elle-même, directement à la base, et non passer par des politiciens, ni par des médias qui falsifient la réalité. Les phénomènes naturels ne seront plus alors forcément des catastrophes. Dernière minute: le gouvernement a décidé une large distribution de bouées-canards.

Jean Monjot

# Chômage, précarité, misère Les patrons s'en mettent plein les poches !

**LA SITUATION** ne s'est pas améliorée depuis le printemps dernier. Bien au contraire, les difficultés du quotidien sont toujours là: augmentation faramineuse des loyers, du prix de l'alimentation, etc. Bref, les fins de mois sont de plus en plus serrées et le coût de la vie ne cesse d'augmenter, contrairement aux revenus des salariés du public comme du privé. Et, face à cette situation, le gouvernement, loin des préoccupations de « la France d'en bas », poursuit sa politique antisociale. Les victimes du moment pour le gouvernement sont les chômeurs: catégorie de travailleurs facile à stigmatiser comme des fainéants payés à ne rien foutre. Fillon a donc décidé de prendre des mesures concernant les privés d'emploi et de les mettre au travail. Et quelle mesure!

- Transformation du RMI en RMA (revenu minimum d'activité), contrat de 20 heures payées au SMIC, valable six mois et renouvelable deux fois. Bien sûr, tout refus de la part de l'ex-RMIste entraînera la suppression de ses allocations. Les employeurs empochant le RMI et complétant pour arriver au SMIC, un RMA ne coûtera donc que 2 euros de l'heure aux patrons!

- L'ASS (Allocation spécifique de solidarité) jusqu'alors versée aux chômeurs en fin de droit (13,56 euros maximum par jour) pour une durée illimitée mais sous conditions de ressource. Désormais, elle sera limitée à une durée de deux ans. Les plus de 55 ans sont épargnés par la limite mais voient leur ASS fondre de 25 %.

- Diminution de 4 à 24 mois de la durée d'ouverture des droits aux Assedic et radiation annoncée de nombreux chômeurs à partir de janvier 2004.

## Ce n'est pas une fatalité

Selon un sondage récent, deux interrogés sur trois pensent qu'il faut réduire les droits des chômeurs pour les obliger à travailler! Ainsi, les chômeurs auraient volontairement choisi de ne pas travailler: voilà une vision que ne partagent sûrement pas tous ceux concernés par les dernières vagues de licenciements massifs!

Est-ce les chômeurs qui licencient et restreignent les postes dans la fonction publique? Sur le fond, cela signifie que l'on en revient à une conception archaïque du XIX<sup>e</sup> siècle, où la responsabilité du chômage était attribuée aux chômeurs. Ainsi, restreindre les droits des privés d'emploi, c'est clairement,

pour le gouvernement et les patrons, une volonté de se déresponsabiliser et d'en finir avec un acquis social. Aujourd'hui, il faut affirmer haut et fort que ce sont le gouvernement par ses choix politiques et sociaux et les patrons dans leur logique de course aux profits qui créent de toute pièce le chômage... Ils en sont les uniques responsables!

La précarité est devenue un mode de gestion qui touche tous les domaines et tous les secteurs. L'offensive patronale et étatique poursuit donc son œuvre de démolition sociale: libéraliser à outrance le marché du travail, démanteler les services publics et réhabiliter une certaine morale productiviste en sacrifiant le travail. Les attaques sur la réduction du temps de travail, le projet de suppression d'un jour férié tout comme la culpabilisation des chômeurs relèvent bien de cette offensive idéologique.

Aujourd'hui, il s'agit de s'opposer à un projet de société global dont il émane quelques

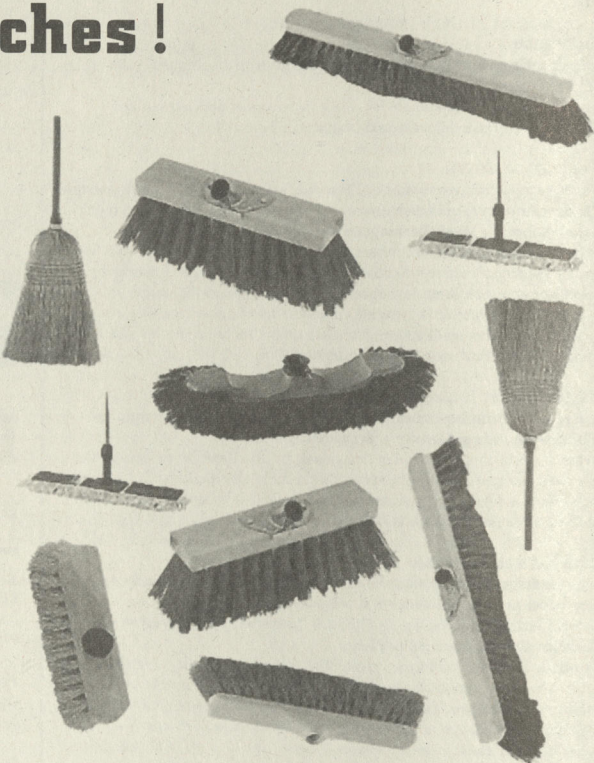
vieux relents nauséabonds de travail-famille-patrie qui ne dit pas son nom et que nous préparons le couple Raffarin-Seillière.

Un peu partout en France, ce sont les associations de chômeurs et de précaires qui se mobilisent devant la baisse ou la suppression de leurs droits et contre la tentative de criminalisation morale. Dans le Nord, des salariés en lutte occupent leur usine contre un énième plan de licenciement.

Ainsi, l'un des principaux enjeux est la réalisation d'une convergence des luttes ainsi que la mise en réseau des acteurs encore mobilisés et des secteurs les plus dynamiques du mouvement du printemps dernier.

Il est temps d'affirmer que la société qu'ils nous préparent n'est pas celle que nous voulons et il n'est pas utopiste d'imaginer que l'on puisse construire un rapport de force suffisant pour changer les choses.

Union locale de Lyon de la FA





## Précarité et pollutions deux faces d'un même profit

MÊME si la mobilisation n'était pas à la hauteur des enjeux, la manifestation qui a eu lieu le 6 décembre à Montpellier sur le thème « réduire les risques industriels pour une politique de prévention de la santé publique » est importante à plusieurs titres. D'abord, elle a tenté de mettre en pratique un slogan récurrent depuis plusieurs années : tous ensemble. Unir dans une même action les militants inscrits dans des problématiques environnementales différentes (déchets-incinération, énergie-nucléaire, OGM, etc.) et dont les associations travaillent rarement ensemble. Il y a encore du chemin à parcourir pour se coordonner, les cloisonnements étant multiples (localisme, difficultés d'organisation, manque de vision globale ou divergences) mais la finalité est intéressante, car ces différents combats nous opposent aux mêmes logiques : recherche des profits maximaux, corruption, contournement des lois, mépris des populations et des générations futures.

Elle a montré qu'il est possible d'associer des revendications environnementales et sociales, puisque cette journée était aussi une mobilisation nationale contre le RMA. De nombreux slogans contre la précarité, la répression des sans-papiers ou la société de consommation et des spéculateurs, se sont infiltrés ; dans le cortège, grâce à la présence des chômeurs et précaires qui nous avaient rejoints après leur propre action et en fonction du parcours : d'abord le tribunal pour témoigner de la répression, ensuite le quartier populaire de Figuerolles, enfin le centre-ville du commerce et des affaires. La place de la Comédie accueillait le Téléthon : au nom de la maladie de quelques-uns, avec la solidarité surmédiatisée de beaucoup, les laboratoires de recherche se font des gènes en or. Nous avons, pendant quelques instants, affirmé nos divergences de vue et l'urgence politique de prévention.

Bob

## Aider les libertaires cubains

Chers camarades,

L'intensification et le durcissement de la répression de la dictature castriste envers la dissidence et l'apparition de libertaires et de syndicalistes disposés à lutter pour une alternative syndicale indépendante du régime ou de tout autre qui puisse lui succéder nous ont incités à proposer, début septembre 2003, la création d'un groupe d'aide aux libertaires et aux syndicalistes indépendants à Cuba.

Un mois après, les réponses à notre lettre étant nombreuses et toutes affirmatives, nous croyons que le moment est arrivé d'inviter tous les militants libertaires et toutes les organisations libertaires à se joindre à cette initiative pour rendre possible la constitution, au niveau international, d'un groupe ou d'une coordination qui nous représente tous et qui renforce notre solidarité.

Pour l'obtenir, en tenant compte de ce qu'est réellement le mouvement libertaire à Cuba et dans le monde, nous pensons que la manière la plus efficace de fonctionner (pour le moment) est celle d'un réseau ouvert, non centralisé, pour que l'information et les initiatives circulent directement (à travers Internet ou un autre moyen de communication) à mesure que chacun a une information ou une proposition à

communiquer. Ce qui n'exclut pas que les organisations libertaires, particulièrement les anarchosyndicalistes, arrivent à créer un groupe ou une coordination internationale pour que cette solidarité soit plus étendue et efficace. De même qu'il n'est pas exclu de constituer (pour des raisons géographiques ou autres) des groupes autonomes d'aide pour que la solidarité ne soit pas nécessairement centralisée.

C'est pour cela que nous vous invitons à faire partie de ce réseau de solidarité avec les libertaires et syndicalistes indépendants cubains et que nous vous demandons (à tous ceux qui le désirent) de nous dire si nous pouvons donner votre adresse e-mail à tous ceux qui voudront y participer.

Nous vous donnons donc l'adresse e-mail du Mouvement libertaire cubain : [movimiento-libertariocubano@yahoo.com.mx](mailto:movimiento-libertariocubano@yahoo.com.mx) et nous vous informons que, jusqu'à la constitution du groupe ou de la coordination internationale des organisations libertaires, l'adresse du Groupe d'aide aux libertaires et syndicalistes indépendants cubains est la suivante : Galsic - Tribuna Latinoamericana, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Groupe d'aide aux libertaires et syndicalistes indépendants cubains



Pour le soutien aux militants d'AC! Clash, qui ont mis définitivement aux normes l'incinérateur de Fumel, les chèques de 1 euro à l'ordre du Trésor public, sont à envoyer à Ici-Rom, c/o Avec, BP 69, 34401 Lunel cedex, qui assure le suivi de cette campagne. Le TGI d'Agen a déjà réagi : l'action est légale mais... embarrassante!

# Israël

## Le camp de la paix

Dans le délitement de la société israélienne émerge un mouvement pacifiste important et plein de dignité.

Au milieu du vacarme de la violence, la voix des pacifistes israéliens commence à percer. Ils ne sont pas nombreux, mais ils représentent la seule alternative. Ils se radicalisent et par leur slogan, « Non à l'occupation des territoires Palestiniens! » ils rejoignent les aspirations d'une grande majorité du peuple palestinien qui tente de survivre tant bien que mal dans les territoires occupés ou assiégés par l'armée israélienne. Ces individualités et ces organisations de paix, qui compte parmi elles les quelques militants libertaires regroupés dans le mouvement Kiboutzim ou dans les universités, souhaitent que la paix permette aux habitants, israéliens, arabes et émigrés de vivre en Israël.

L'élément, sans doute déterminant pour les progrès de la « subversion » pacifiste, est la reprise de contact des militants des deux camps, depuis 2002. À la suite des importantes manifestations de décembre 2001 et février 2002 à l'appel de Peace Now, Gush Shalom, Ta'ayush, Yesh Gvul et de la coalition Women for Peace qui a compté, pour la seconde, 15 000 partisans de la paix, ils ont manifesté récemment à Hébron devant les « fous de Dieu » enfermés dans la vieille ville. Face aux injures des colons, ils ont répondu en hébreu et en arabe qu'ils refusaient « de se faire tuer pour eux et [que] tous les colons seront un jour délogés par la force ». En janvier 2002, cinquante-deux officiers réservistes et soldats d'unités de combat de Tsahal cosignent une pétition intitulée « Le courage de refuser ». Ils y indiquent qu'ils ne continueront pas « à combattre au-delà des frontières de 1967 afin de dominer, d'expulser, d'affaiblir un peuple tout entier ». De fait, le malaise grandit au sein de l'armée, et le sujet n'est plus tabou. Ceux que le lieutenant général Shmuel Giv'on nomme les Refuzniks, de jeunes couards frivoles, sont en réalité ces soldats israéliens qui ont décidé de ne plus obéir. Dans le livre de Ronit Chacham<sup>1</sup>, on peut lire divers témoignages, comme celui du simple soldat Herson Chacham : « Nos craintes ne disparaîtront que lorsque nous instaurerons l'égalité entre les peuples et les individus. »

Les Refuzniks sont devenus un des éléments du camp de la paix et leur refus de la double contrainte provoque le respect; ils récusent d'aller contre la démocratie et l'universel des droits de l'Homme, idéal énoncé par Israël mais bafoué dans les faits. Dans leur démarche, les refuzniks rencontrent des problèmes moraux, des questions politiques, la culture militaire et le féminisme, la question sociale qui recouvre celle de la colonisation. Mais l'armée tente de contre-attaquer face à l'extension du mouvement de refus de la guerre en son sein, et après avoir inondées les rédactions par des contre-pétitions « spontanées » de pseudo porte-parole militaires ou des communications téléphoniques de volontaires soit disant heureux de servir dans les territoires occupés, elle fait courir le bruit que ce mouvement serait l'œuvre d'un groupuscule politique cherchant à déstabiliser le gouvernement israélien. Cette résistance de plus en plus médiatisée commence à faire réagir les opinions

publiques, en particulier aux États-Unis où la vision du conflit israélo-palestinien est en train d'apparaître de manière très différente. Ainsi la déclaration des réservistes de l'armée israélienne, contre l'occupation de la Palestine a fait l'objet, en 2002, de la une du *New York Times*<sup>2</sup> et d'articles dans le *Washington Post*.

Cette médiatisation a fait boomerang en réussissant à percer dans les médias israéliens, en particulier sur les deux chaînes télé. À la suite de la destruction par l'armée israélienne plusieurs dizaines de maisons à Rafah mettant à la rue plus de deux cents personnes en 2002, la télévision israélienne a pour la première fois émis par la voix de Shulamit Aloni, ancienne ministre de l'Éducation et militante de longue date au sein du mouvement des droits de l'humain et pour la paix, la possibilité que des militaires des forces armées israéliennes pourraient faire l'objet de poursuites pour crime contre l'humanité suite à la destruction d'habitation. Le 25 janvier 2002, sur les deux chaînes de télé israéliennes, furent montrées des soldats qui aiment voir et respirer le sang des terroristes, des humiliations subies par les Palestiniens aux points de contrôle, la mauvaise conscience de soldats embarrassés « qui ne font que suivre les ordres », une mention des enfants morts alors que leurs mères demandaient à pouvoir rejoindre l'hôpital, des situations cachées auparavant... Cela suffit à quelques jours pour titrer le lendemain : « Nous ne pourrions plus jamais dire: nous ne savions pas! » Pourtant, il semble bien que les mille cadres de l'armée soient plus préoccupés par la sécurité des militaires israéliens et le taux de réfractaires que par la paix et la solidarité avec le peuple palestinien ou le respect des frontières. Pour les vétérans des militants de la paix, la situation actuelle en rappelle d'autres... Que disent Ilan Pappé, Tanya Reinhardt, Zeev Sternhell ou les militants de Gush Shalom? « Arrêtez-nous! Multipliez les pressions! »

La société israélienne a perdu toute capacité à se réguler. Seules de très fortes pressions peuvent faire bouger cette société. Car jamais les Israéliens ne se libéreront de ce cycle infernal, à moins que le pays ne connaisse un soulèvement populaire comparable à ceux qui se sont produits après la guerre du Kippour ou la guerre du Liban. N'oublions pas que si le gouvernement de Golda Meir est tombé, c'est parce que des réservistes se sont ralliés à un manifestant isolé, Moti Ashkenazi; et que si l'armée israélienne n'est pas entrée dans Beyrouth, c'est grâce à la virulence d'une contestation populaire qui s'était étendue à tout le pays, et au comportement civique exemplaire du colonel Eli Geva, commandant d'une brigade de blindés.

Michel Sahuc

FA et Collectif anarchosyndicaliste  
La Sociale, Montpellier.

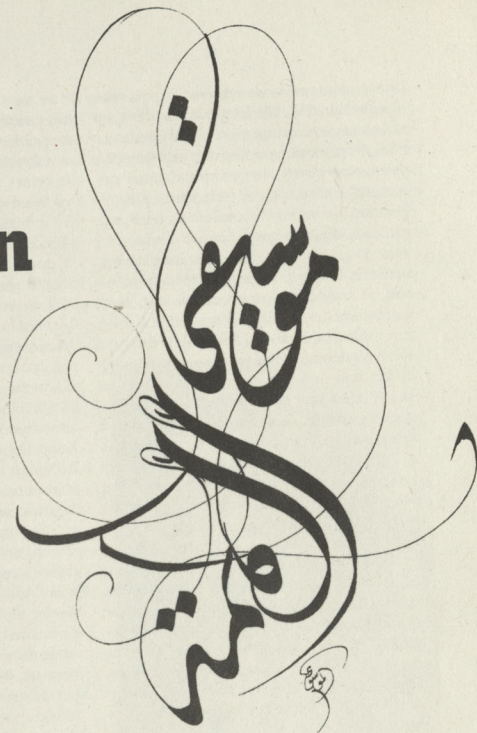
### Erratum

Cet article fait partie d'un texte beaucoup plus long, dont fut tiré celui publié la semaine dernière dans *Le Monde libertaire*, « La balkanisation de la société israélienne ». Nous y avions, en l'adaptant, glissé une coquille: Nétanyahou n'est pas ministre des Finances, mais bien des Finances. Nous prions auteur et lecteurs de nous en excuser, et nous ne laisserons plus le Père Ubu toucher aux machines.

1. *Rompre les rangs* de Ronit Chacham, Fayard, 2003.

2. <http://www.nytimes.com/2002/02/03/magazine/03PALESTINE.php>.

# Autour de l'immigration maghrébine



«Danse des lettres»

الكلمة موسيقى

**François Candebat**

**b**IENTÔT arrive la trêve des confiseurs, peut-être alors qu'une accalmie nous sera permise sur le front de la manipulation. Et sur toute l'affaire autour du voile: Tariq Ramadan, antisémitisme, amalgame des communautés maghrébine et musulmane, notre laïcité républicaine en danger et tout le tutti quanti.

Difficile de cerner le gars Ramadan en écoutant les médias: antisémite, suppôt de Ben Laden. Un dévouement médiatique rare et suspect. Mais une polémique se déchaîne sur sa participation ou non au FSE. Non, il y a autre chose. Ramadan est invité chez Mermet, écrit dans le *Monde diplomatique*. Va falloir se creuser les méninges. Une première réponse peut être: Monsieur Sarko, himself, demande audience à Ramadan à la télé à une heure de grande écoute. En quoi Ramadan dérange-t-il cet homme qui veut être président à la place du président? En quoi sont-ils sur les mêmes plates-bandes? Ah, j'y suis: la banlieue, la communauté maghrébine et le culte musulman.

D'un côté, nous avons un religieux musulman qui fait son travail et tente ainsi de faire une place à la religion qu'il défend: un islam modéré mais se souciant peu des lois laïques de l'État français. Il s'appuie fortement sur ces

enfants de l'école publique qui choisissent un islam différent de celui de leurs parents, qui lui est archaïque, souvent réduit à des interdits incompris et à une simple obéissance. Au contraire, le leur est un islam « moderne »<sup>1</sup> présentant comme principal intérêt pour ces jeunes croyants de se démarquer à la fois d'une société occidentale qui n'a rien fait pour eux et d'une famille à qui il est temps de dire merde comme tout bon adolescent. Tariq Ramadan a trouvé là un public sur lequel il peut s'appuyer. Il n'a alors de cesse de pointer du doigt tous les dysfonctionnements de la société française responsables des conditions économiques et sociales désastreuses dans la plupart des banlieues. Et, ce faisant, il fait coup double: par son réformisme affiché, il rassure et semble nous protéger de tous les barbus qui gangrèment nos quartiers. Mais aussi beau soit le verbe, il ne peut cacher la finalité: un prosélytisme religieux ardent. Pour seul idéal, un nouvel obscurantisme.

Quant à l'autre, notre ministre présidentiel, il a bien étudié le résultat des élections précédant la formation de son gouvernement. La communauté maghrébine a voté en masse pour la droite. Aujourd'hui, il serait légitime de sa part d'exécuter ce monsieur muscle, tant

François Candebat est militant du groupe Claaaaaash de la FA.

leurs conditions de vie ont peu changé, voire se sont dégradées. Elle lui garde tout de même sa confiance. C'est qu'en terme de gestulations, là par contre, notre vizir sait faire. Des pelotons de forces de l'ordre stationnés partout, les jeunes comme cible. Puis, quelques grandes opérations dans telle cité, on fout le souk, on effraie et on tape sur tout le monde: veni, vici, vidi... On filme les actes de bravoure, et la cité d'à côté alors rêve du même sort. Si seulement le cameraman avait filmé autre chose... Au-delà de cette fermeté à des fins théâtrales, Sarkozy a d'autres sorts dans son sac. Il est devenu Monsieur culte musulman en créant une nouvelle instance clérical. C'est bidon, c'est une méconnaissance de l'islam, mais ça rassure, ça fait bien et il était temps que l'État ait son mot à dire. Le contrôle social, y a rien de mieux, surtout quand ça peut rapporter des bulletins dans les urnes: l'État fait son boulot, la communauté musulmane croit enfin à une reconnaissance... Chevénement y avait pensé...

Alors quand Tariq Ramadan déboule dans ce cirque, il paraît justifié que Sarkozy réagisse, et de manière ferme, s'il vous plaît! Et faut que ça déboulonne, en « prime time » de préférence. Mais, au final, c'est toujours la même ritournelle. D'accord, Ramadan est le vilain Satan et Sarkozy défend nos libertés. Mais c'est oublier que le religieux s'appuie sur un phénomène social, mineur pour l'instant mais réel et exponentiel, tandis que notre ministre n'a pour lui que des voix électorales. Le plus inquiétant est qu'une fois encore face à une grave réalité sociale il n'y a comme seule réponse que des moulins à vent.

La banlieue n'est pas pour la première fois dans la tourmente de manipulations politiques. Au début de son histoire, ce n'était l'affaire que de l'État et de ses travailleurs sociaux. Il s'agissait de circonscrire cette population immigrée socialement et géographiquement – les bidonvilles, puis les banlieues. Le patronat et les gouvernements pensaient réellement réaliste l'idée d'un retour au pays lorsque cette main-d'œuvre n'aurait plus eu d'utilité. Mais au contraire est apparue une jeunesse qui n'a connu de l'immigration que les récits de leurs parents. Et c'est la création de SOS Racisme, première grande manipulation politique réalisée par la gauche. Il y a peu, rebelote avec la marche Ni putes ni soumises organisée en 2002 par le biais du réseau des Maisons des potes avec en sous-main le PS. À chaque fois, les questions sont posées, à chaque fois les politiciens tirent l'épingle du jeu. Le MIB reste le principal mouvement en banlieue qui a su se garder des instrumentalisation politiques, leur opposant et privilégiant une solidarité sans faille.

L'histoire de l'immigration maghrébine traîne de lourds boulets et ils ne sont peut-être pas pour rien dans la manipulation de cette communauté.

Cette histoire commence inévitablement par la colonisation française et tous les méfaits

que nous connaissons et que Frantz Fanon résume ainsi: « Pour le Noir, il n'y a qu'un destin. Et il est blanc. » Les exemples seraient nombreux pour montrer le travail de sape de la France colonisatrice. Au Maroc, « douze » est passé dans le langage commun. C'est que les militaires français filtraient les passants par douzaine aux postes de contrôle. Au nombre « douze », ils pouvaient passer. Pareil pour monter dans le camion qui du bled les amenait directement dans les usines Renault. Maintenant, pour inviter un ami chez soi au Maroc, on dit « douze ldar ».<sup>2</sup>

En quelque sorte, l'immigration a fini d'achever et de déstructurer la communauté maghrébine. Nous mesurons assez mal ce qui a sous-tendu l'acte de migrer pour cette population. Investis sur le sujet, mes neurones n'ont fait qu'un tour pour me rappeler cette copine marocaine venue s'installer en France que j'avais accueillie le temps qu'elle puisse trouver son appart. À la recherche de je-ne-sais-plus-quoi, je rentre dans la chambre et à ma grande stupeur là voilà transformée en salle de prière. Merde, chez moi, dans ma chambre! Merde, elle, pas religieuse pour un sou, qui n'avait de cesse au Maroc de rêver à notre mode de vie occidental, de le mettre sur un piédestal, d'en faire un nouvel Eldorado... Y'a un truc qui m'a échappé. J'ai mis cet épisode de côté jusqu'à ce qu'on me parle de crise identitaire. Ah, oui, tiens donc.

Pour aller plus loin, je reprends à mon compte des propos de Daniel Calin, professeur de philosophie. L'identité personnelle de chacun se construit par ses sentiments d'appartenance. Nous nous définissons par rapport à des groupes de proximité avec lesquels nous entretenons des relations concrètes (famille, école, voisins, collègues de travail, etc.) et des groupes larges (nationaux, religieux, etc.) avec lesquels le sentiment d'appartenance est plus abstrait, de l'ordre des représentations plus que des fréquentations. Ces repères identitaires peuvent être fondamentalement modifiés par tout changement social important. Et la migration d'un pays à l'autre est une des formes les plus radicales de changement. La crise identitaire pour le migrant est alors inévitable. Sa future installation dans le pays de destination dépend alors de la manière dont il gère cette crise. Et ceci est d'autant plus « vrai pour les immigrés qui viennent de sociétés dans lesquelles les groupes de proximité ont une grande importance et dont l'identité passe par l'inscription concrète dans des systèmes de relations interpersonnelles fortes et quotidiennes ».<sup>4</sup> C'est le cas des migrants maghrébins venant de sociétés « traditionnelles ».

L'arrivée et l'installation en France deviennent alors très rudes, dans les conditions que l'on connaît: migrations des seuls hommes dans un premier temps, bidonvilles, racisme, guerre d'indépendance de l'Algérie et ses conséquences en métropole, etc. Mais s'il est difficile de l'admettre, au vu des réalités inadmissibles de cette migration maghrébine,



5. ALGER - Vue prise de la Casbah

Ci-dessus: carte postale coloniale

Ci-dessous: sur les bords de Seine, quelques années après octobre 1961

Page de droite: portrait de famille, le jour de l'Aïd



l'acte de partir doit être conçu comme un choix. D'ailleurs, ce le fut, aussi difficiles qu'aient été les conditions de vie avant le départ: rappels, comme le montre le documentaire de Yamina Benguigui<sup>3</sup>, que la demande d'émigration était bien plus forte que l'offre, et que si certains sont partis, des voisins, des amis ont choisi de rester. Daniel Calin précise: « On ne peut se construire sainement qu'en effectuant des choix, et en les assumant. Il me semble capital pour le rétablissement de la dignité de la personne migrante de restaurer cette notion de choix, en particulier de rétablir l'acte de rupture qu'est la décision migratoire comme un acte volontaire, un choix fort, significatif, un infléchissement volontaire de sa destinée antérieure. »<sup>5</sup>

Sinon, c'est le risque de la victimisation et tous ces corollaires: « La tendance de nombre de migrants à masquer ou dénier ce qu'il y a eu d'acte volontaire dans leur décision d'émigrer est catastrophique pour les enfants. En se victimisant, les parents se dévalorisent aux yeux de leurs enfants, alors que c'est précisément ce choix courageux qui devrait constituer le plus sûr appui à l'affirmation de leur dignité, quelles que soient leurs difficultés par la suite. »<sup>4</sup> Et si l'on rajoute à cela pour les enfants toute la difficulté de se construire en France avec tout ce que cela implique de décalage et de rejet, nous comprenons combien ils sont menacés dans la construction des bases mêmes de leur identité. Le risque de pathologisation est alors énorme chez eux et peut s'aggraver encore aux générations suivantes.

Le réflexe de victimisation a des conséquences désastreuses. En premier lieu, d'entretenir les illusions des futurs émigrants lorsque les immigrés rentrant au pays, par fierté, n'osent pas casser le mythe de l'Eldorado. Accessoirement, c'est tenter de retrouver sa dignité dans les affres du capitalisme et de la société de consommation. La classe ouvrière connaît, et l'immigration maghrébine n'est

pas exempte de ce comportement au vu de cette pub SFR spécialement dédiée aux jeunes beurs. Mais plus encore, se poser comme victime, c'est attendre que justice soit rendue, c'est alors attendre qu'un messie vienne, c'est donc se rendre perméable à toutes manipulations: religieuses avec Tariq Ramadan et politiciennes avec les socialistes ou Sarkozy.

Aussi, une sale idée, qui traîne encore de nos jours notamment chez les travailleurs sociaux dont je suis, est que l'aide aux migrants en difficulté doit privilégier le renforcement de leur lien à leur culture d'origine. Envoyer dix jeunes banlieusards sur un chantier au bled, par exemple. C'est la double culture ou le multiculturalisme. À mettre à la poubelle. Il faut rappeler combien il est déjà difficile d'assumer une culture, qu'elle est nécessaire pour construire son identité si elle est considérée comme une étape, sinon elle devient très vite une prison dans laquelle on s'enferme. Le droit à la culture d'origine s'oppose avant tout au droit à la rupture, qui lui est l'essence même de la prise en main de sa vie, de sa propre trajectoire assumée.

Plus prosaïquement, c'est de ce droit à l'origine que découlent tous les amalgames. Posé ainsi, ce « droit » permet et incite à confondre aisément les communautés maghrébine et musulmane. Combien de travailleurs sociaux demandant par gentillesse à leurs publics basanés s'ils ont passé un bon ramadan? Combien d'hôtes se soucient par bienveillance de ne pas servir du porc à table? « Ah, je ne savais pas que vous aussi vous ne mangiez pas de porc! » Qu'il est facile de renvoyer l'autre dans sa prison...

Et le voile, me direz-vous? Je n'ai pas le sentiment qu'une loi changera quoi que ce soit, sauf à entériner officiellement la prise de conscience de nos instances gouvernementales qu'un fait social est apparu. Tariq Ramadan a déjà un train d'avance. Cette loi ou non est une fois encore une élucubration politicienne voulant nous faire croire que ce débat est la solution à tous nos maux.

Au lieu d'élucider le chemin parcouru de cette jeune fille qui un matin, le cœur battant la chamade, entre dans son lycée pour la première fois avec son voile, les médias la dépersonnalisent, en font un symbole non pas en lien avec une réalité, mais bien un symbole de toutes les angoisses sociales que nous projetons sur la banlieue. Cette jeune fille devient alors un monstre hideux, cachant derrière elle une armée d'ombres effrayantes prête à envahir la République. Et rien ne vaut la peur pour gouverner sereinement. Nos gouvernements n'ont donc aucune intention de changer quoi que ce soit. Leur seule préoccupation est de trouver au gré des circonstances politiques de quoi attiser un peu plus le feu.

Depuis le début de la colonisation française au Maghreb jusqu'à aujourd'hui, le prisme le plus étrange est le vocabulaire. Le mot « sauvageon » est commun à ces 173 ans

de cette histoire, les « zones de non-droit » rappellent étrangement les zones non contrôlées par l'armée colonisatrice. Je pense sérieusement que nos gouvernements de toujours ont un besoin vital de cette oppression. Elle n'est justifiée, comme bien d'autres, que pour mieux nous tenir en laisse. C'est du même ressort que la nécessité impérieuse des chômeurs pour le monde du travail.

Ainsi, quand les critiques de théâtre parlent de travail de réconciliation dans les pièces de Fellag, ce n'est que pures leures pour



mieux nous endormir. Dans le travail de Fellag, je vois au contraire une déconstruction de l'oppression pour mieux construire nos vies et notre résistance. Réconciliation, intégration ou autres mots accolés ne sont que foutaises pour au mieux nous laisser dans le formol et au pire nous foutre sur la gueule. Fellag parle de la musique chaâbi comme un moyen d'expurger les peines, de transgresser les tabous et d'unir la population. C'est ce qu'il ne cesse de faire. À nous de nous en inspirer pour nos luttes. F.C.

1. Moderne dans le sens où cet islam répond à des interrogations actuelles... et ce d'une manière obscurantiste comme toute religion.

2. Expression retranscrite dans une francisation à la con et un souci phonétique approximatif. Elle signifie: « passe à la maison ». « Douze » se conjugue: « douzi » au féminin, « douzou » au pluriel.

3. Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin, documentaire écrit et réalisé par Yamina Benguigui en 1997.

4. La rupture migratoire, intervention de Daniel Calin lors du colloque « Jeunes d'origine immigrée et insertion », organisé par le RPIJ au théâtre de la Villette à Paris le 15 octobre 2002.

# Rendons coûts pour coûts !

Pour une économie radicale, concrète et multiparamétrée

Clémence Arnout

à

À LA BASE, l'économie en tant que science est l'étude des phénomènes liés à la production, à la consommation et à la distribution des biens et services, et à la recherche de solutions pratiques pour aboutir aux effets voulus dans ce domaine. Dans cette acceptation minimale du concept, il n'y a aucune raison pour que l'économie ne touche pas les anarchistes, puisque les problèmes auxquels elle s'intéresse ont fait, font et feront toujours partie de la vie des êtres humains, qu'ils vivent dans les plus petites des communautés de chasseurs-cueilleurs ou dans les plus vastes des sociétés industrialisées. Le tout est de savoir quels contenus nous souhaitons lui donner, c'est-à-dire sur quels critères nous nous basons, à quels niveaux nous nous plaçons et quels buts nous poursuivons.

L'économie dans sa forme actuelle ramène tout à un seul paramètre : l'argent, autrement dit la « monnaie, la mitraille, le fric, le péze, le numéraire », comme le chantait François Béranger. Qu'il s'agisse de la valeur d'un bien ou d'un service, le coût d'une activité, le revenu, le capital, le profit, tout peut être et est exprimé par une certaine somme d'argent. Mais cette somme d'argent, cet unique paramètre, est l'arbre qui cache la forêt, en recouvrant beaucoup de sous-paramètres et en en négligeant d'autres, au gré des fluctuations des structures et référents sociaux. Cela aboutit à une déconnexion de plus en plus marquée entre la réalité concrète de ce que les individus vivent et de ce que l'environnement subit, d'une part, et cette abstraction de l'argent qui s'autonomise dans une sphère virtuelle, d'autre part.

Je pense que pour les anarchistes, il est indispensable de remonter aux racines cachées sous la pourriture de l'argent et de penser l'économie à partir de paramètres concrets, multiples et pertinents, dans le cadre de nos valeurs, pris pour elles-mêmes, et non plus comme seuls éléments rentrant dans le calcul des sommes d'argent mises en jeu dans les processus économiques (autrement dit: de

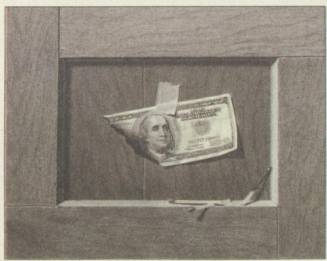
production, de consommation et de répartition des biens et services). Notre tâche consiste donc à affranchir l'économie de l'argent pour en faire un corpus de connaissances théoriques et pratiques en prise directe sur le réel, apte à élargir le champ des possibles, à fournir des outils utiles à l'édification d'une société libertaire et à susciter le désir de rupture. Telle serait une économie radicale (qui va à la racine) anarchiste.

Cela n'interdit pas forcément d'envisager l'utilisation de l'argent comme un outil pratique, sous certaines modalités bien précises, dans une société libertaire. Mais l'outil ne devra pas échapper à la maîtrise des êtres humains, comme c'est le cas actuellement. Une science économique anarchiste aurait pour but d'exposer ce qui est et ce qui pourrait être, non de prouver que ce qui est devrait être.

## Leurs coûts...

Prenons par exemple le problème des coûts de production. Toutes les entreprises font des calculs préalables de coûts de production, qu'il s'agisse de production de biens ou de production de service. Ce calcul prendra en compte divers paramètres, tous exprimés par une certaine somme d'argent: coûts des matières premières, coûts énergétiques, coût de la rémunération des salarié.e.s employé.e.s, coût d'achat et d'entretien des machines et outils, éventuellement coût des achats de brevets, coût de la formation, coût lié à la dépollution... Tout cela permettant d'envisager les retours sur investissement escomptés et de prévoir quel profit peut en être tiré. Réalisant plusieurs études, on cherchera souvent à déterminer le mode de production le moins coûteux, en argent évidemment.

Le profit, au sens capitaliste du terme, ne saurait nous intéresser, puisque nous n'avons ni l'espoir ni surtout le désir d'être de ceux et de celles qui se le mettent dans la poche, c'est-à-dire actionnaires et dirigeant.e.s; il n'a pas de pertinence dans l'optique d'une société



libertaire. En revanche, la manière dont l'objet ou le service est produit nous intéresse, puisque nous sommes les acteurs et actrices directes de sa mise en œuvre, quelle que soit l'organisation de la société.

### ... et les nôtres !

Nous concerne au premier chef ce que nous vivons en produisant selon un mode de production donné : le temps que nous devons passer à travailler ; la pénibilité des tâches à accomplir ; le risque (sur la santé physique mais aussi psychologique) lié ; les capacités physiologiques (n'importe qui ne peut pas soulever un sac de 50 kg), intellectuelles et relationnelles nécessaires ; et puis encore les effectifs nécessaires (nombres de personnes impliquées).

En tant qu'êtres humains – et en tant qu'êtres vivants – partageant avec nos semblables et avec les autres êtres vivants une même planète aux ressources limitées et à l'équilibre, certes mouvant, mais relativement fragile, vont nous intéresser des paramètres qu'il s'agira de minimiser : quantités de matières premières et quantité d'énergie, mais aussi espace (surface et/ou volume) occupé, pollution générée.

Tout cela sachant que les moyens techniques (machines, outils, documentation) mises en œuvre ont dû être produits par des producteurs eux aussi sensibles à leurs conditions de travail, utilisant des ressources naturelles limitées et vivant dans un environnement à préserver.

Dans une optique spécifiquement anarchiste, il nous faut aussi prendre en compte la dimension organisationnelle de la production, de manière à réduire au maximum les risques de domination, de hiérarchisation, induits par les structures de production (comment sont

liées les différentes unités de production, les différentes branches d'industrie, quelles sont les instances de décision et leurs modalités de fonctionnement, etc.).

### Une grille d'analyse

En résumé, nous pouvons grosso modo ramener ces paramètres au tableau donné en encadré.

Autant de critères qui peuvent eux-mêmes se subdiviser en d'autres catégories, et qui prennent tout leur sens s'ils sont pris pour eux-mêmes et non plus seulement comme base de calcul d'une certaine somme d'argent.

Cette grille d'analyse me paraît une base assez pertinente pour une étude économique libertaire des moyens de production. On cherchera toujours à minimiser les coûts globaux suivant les possibilités réelles et les objectifs désirables.

On pourra appliquer cette grille à différents niveaux du processus de production, suivant les cas : le mécanisme élémentaire à l'échelle de l'acte du producteur, le processus à l'échelle d'une unité de production, d'une branche d'industrie ou de services, les coûts globaux à l'échelle planétaire et tous les niveaux intermédiaires possibles.

Cette analyse est applicable dès aujourd'hui pour les procédés de production actuels, à des fins de critique du (des) système(s) en place. Les résultats d'une telle analyse, particulièrement au niveau global, nous seraient aussi profitables en tant que consommateurs, afin d'orienter d'une manière plus responsable notre consommation (ou, au moins dans les sociétés industrialisées, notre désconsommation !).

Il est aussi possible, et à mon avis plus que souhaitable, de faire des études prospectives sur ce que pourraient être, dans les domaines

où nous travaillons et dans ceux qui peuvent nous intéresser, des procédés de production souhaitables et réalisables dans une société d'orientation libertaire. Cela peut être un bon entraînement, parmi d'autres, pour se préparer à prendre en main la production si l'occasion se présente. Il est peut-être aussi possible dans une certaine mesure d'envisager des réalisations applicables en contexte capitaliste, dans le cadre de sociétés coopératives par exemple.

Une mutualisation des recherches dans cette direction pourrait aussi être intéressante, dans le cadre de revues ou de bases de données Internet. L'intérêt serait de disposer d'outils utiles et adaptables (et non bien sûr de solutions clés en main rigides et inadaptées) pour des réalisations pratiques.

Enfin, il est essentiel, pour que cette initiative soit réellement profitable, que le travail de recherche se fasse à la base, et non seulement par des spécialistes plus ou moins déconnectés. Un intérêt, et non des moindres, étant de permettre aux producteurs actuels de se réapproprier, sinon les moyens réels de production, du moins la réflexion sur les procédés de production. Le cadre syndical est un espace privilégié pour une telle initiative, mais on peut aussi attendre des contributions de la part d'éventuelles Scops, et bien sûr d'individus isolés ou associés dans d'autres cadres.

Beaucoup a sûrement déjà été fait, pour tel ou tel aspect, dans la littérature syndicale, écologiste et libertaire, mais le champ d'application est immense.

Pour espérer s'approprier un jour le présent (c'est pas gagné !), commençons par imaginer un futur à notre mesure et selon nos désirs !

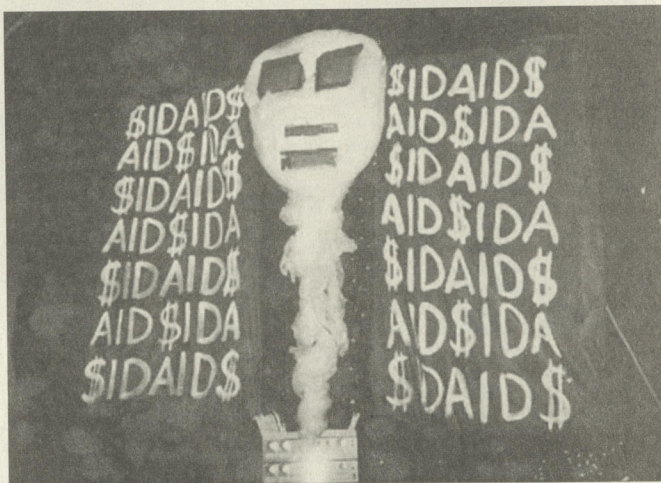
C. A.

	Coûts humains	Coûts environnementaux
Ressources	Effectifs	Ressources naturelles (matières premières et énergie)
	Capacités physiologiques, intellectuelles, relationnelles	
Paramètres spatio-temporels	Temps de travail	Espace occupé
Nuisances	Pénibilité	Pollution et autres déséquilibres environnementaux
	Risque	
Coûts techniques (qui ne sont que des intermédiaires dans un bilan global) : machines, outils, documentation		
Coûts structurels Dominations induites par telle ou telle type de structure		

# Sida

plus rien ne bouge, tout recule

Patrick Schindler



# La

LA MANIFESTATION ORGANISÉE, comme chaque année avec conviction par Act-Up Paris le 1<sup>er</sup> décembre 2003, avait pour finalité de rappeler que « tout régresse sauf le sida ». Elle a rassemblé environ un millier de personnes et a été l'occasion de faire un nouveau bilan qui s'assombrit, au fil des ans. En effet, à l'horizon 2004, on dénombre 42 millions d'individus portant le virus dans le monde (dont 29,4 vivent en Afrique), et plus de 8 000 décès sont enregistrés en moyenne, quotidiennement. Ce qui porte le nombre des victimes à 3 millions de personnes, en 2003, un chiffre jamais atteint auparavant.

Aujourd'hui, 42 % de la population séropositive mondiale est féminine et surtout présente en Afrique subéquatoriale. huit fois sur dix, la présence du virus est constatée chez des individus dépistés seulement après que la maladie s'est déclarée. Ce sont désormais les rapports hétérosexuels non protégés, 64 % des nouveaux diagnostics, qui constituent le premier mode de contamination du sida. Du côté des homosexuels, le Baromètre Gay 2002, réalisé auprès de 8 720 hommes, révèle également une autre triste réalité. Quatre-vingt-douze % des répondants reconnaissent avoir pratiqué la pénétration anale, avec des partenaires occasionnels au cours des douze derniers mois, et un sur trois admet avoir eu des

rapports sexuels, sans préservatif. Un comportement deux fois plus fréquent chez les homos âgés de moins de 25 ans que chez ceux âgés de plus de 45.

## Recherche, information, prévention et protection sociale : le degré zéro

Pendant ce temps, les campagnes d'information et de sensibilisation se font de plus en plus rares, tandis que les budgets voués à la recherche et aux traitements en sont réduits à une peau de chagrin. Dans les pays riches, en France par exemple, le gouvernement Raffarin vient d'amputer de 4,2 millions d'euros le budget de l'Agence nationale de recherche contre le sida. Cette politique budgétaire renforce la volonté de l'État à nier le problème du VIH, en gelant les crédits des associations, tout en négligeant la politique de réduction des risques à l'égard des usagers de drogues. Par ailleurs, l'État policier renforce tous les jours les lois de sécurité intérieure, menaçant directement la santé des étrangers et des prostituées. De plus, il se désengage totalement des impératifs de la lutte contre la progression de la maladie dans les pays en développement.

La prévention se révèle également nulle en France. Ces dernières années n'ont vu fleurir qu'une seule petite campagne de trois spots télévisés. Les aides de prévention aux

Patrick Schindler est membre de la commission antipatriarcale de la Fédération anarchiste.

associations sont gelées et, dernièrement, la municipalité de Strasbourg vient même de refuser la diffusion de préservatifs sur le marché de Noël de la ville, sous prétexte que cela « pourrait choquer les familles ». En revanche, le sida ne semble pas les choquer !

À l'Assemblée, le PS n'a même pas pris la peine de défendre les neuf propositions du groupe interassociatif « Traitements et Recherches » qui demande l'amélioration des droits, de la protection des personnes et de la transparence de la recherche. Elles ont uniquement été relayées par Martine Billard des Verts et seulement quatre amendements ont réussi à passer entre les filets du texte final.

Personne ne se mobilise non plus, en France, autour du maintien de l'AME qui permet le libre accès aux soins et notamment pour les étranger.e.s malades et les sans-papiers. Avec la demande de sa suppression, François Fillon tente d'introduire la notion de préférence nationale... si chère au F Haine et au MNR. Elle laisse passer également, à coup de déclarations récurrentes et de statistiques tronquées, la notion que les étranger.e.s sans papiers ne sont que des fraudeuses et des fraudeurs.

Cela n'empêche pas Mattéi et Fillon de rivaliser entre l'incompétence et la mauvaise foi, pour recevoir avec mépris les dernières associations de malades, comme Act-Up, Aides ou SOS Homophobie. Dominique Versini, secrétaire d'État, n'hésite pas à intervenir dans un colloque « Sida et exclusion », d'où elle fait violemment expulser des militant.e.s d'Act-Up, tandis qu'elle est elle-même l'organisatrice « testamentaire » du démantèlement de l'AME.

Enfin, la loi sur la « suspension de peine pour raisons médicales graves (dont le VIH), afin de mourir, hors de la prison, dans la dignité », discutée après la libération de Papon, vient d'être remise en question par le Sénat. En effet, l'amendement Zochetto conditionne son application à « l'absence de risques graves de renouvellement de l'infraction ». Et comment un « grand malade » serait-il capable de récidiver ? Je voudrais bien le savoir : cela relèverait du prodige !

### L'OMS obligée de compter sur ses propres moyens

Le 1<sup>er</sup> décembre 2003, l'OMS a lancé une opération pour rendre les antirétroviraux accessibles à 3 millions de malades, d'ici à 2005 (sur les 6 millions de cas urgents) dans les pays très pauvres. L'organisation mobilisera 300 millions de dollars au cours des deux prochaines années, tandis que le coût global de l'opération est estimé à 5,5 milliards de dollars. Pour le reste de la somme, l'Organisation mondiale de la santé travaillera avec des donateurs et des pays en voie de développement... « pour démontrer que l'initiative marche et apporte des bénéfices non seulement en termes de santé, mais également de développement social et économique ».

Cette attitude résignée nous interpelle. D'une part, l'OMS ne fait plus confiance, comme par le passé, à des partenaires issus des pays riches et à des grands laboratoires pharmaceutiques. L'annonce des 150 millions d'euros, promis par Chirac en 2003 au G8, a été réduite à 50 millions dans le projet de loi des finances de 2004. A-t-elle rendu l'Organisation mondiale de la santé enfin sceptique et réaliste ? D'ailleurs, où sont passés les 100 autres millions, se sont-ils perdus (comme tant d'autres) dans les dédales du profit de l'actionnariat ultralibéral ? Pourtant, selon un supplément du Financial Times, paru en décembre 2003 (consacré aux entreprises qui s'impliquent dans la lutte contre le sida), seules la Barclays Bank et la Banque mondiale reconnaissent que « pour l'industrie, le VIH/Sida est un marché rentable ». De plus, un cabinet d'experts cité dans le supplément reconnaît « qu'en 2003, les ventes de médicaments antirétroviraux aux États-Unis ont atteint les 3 milliards de dollars et augmenteront à taux annuel de 20 %, pour atteindre les 10,9 milliards de dollars en 2009 » ! D'ici à ce que le sida devienne la « nouvelle niche financière » et la nouvelle manne des banquiers et des assureurs, en partenariat avec les grands laboratoires...

D'autre part, l'OMS annonce sa volonté de participer au travail sur les questions des génériques et des brevets, auprès de l'OMC. Alors que dans le même temps, la Banque mondiale,

principal donateur dans la lutte contre le sida en Afrique, modifie « ses pratiques de manière à relever les défis nouveaux et plus difficiles posés par le sida ». En donnant, par exemple « des subventions par le canal d'ONG locales, plutôt que directement aux gouvernements ». En effet, la BM reconnaît implicitement, par l'intermédiaire d'un journaliste du Financial Times, que « l'espoir que le secteur privé puisse financer une part importante de la lutte contre le sida a largement été déçue ».

Quel courage ou quelle inconscience, de la part de l'Organisation mondiale de la santé, quand on sait avec quelle mauvaise volonté, quelle arrogance et quelle mauvaise foi, les États riches et les grands labos traitent les associations de malades sur ce type de dossier... Mais cet acharnement thérapeutique est tout à l'honneur de l'OMS, voire de la Banque mondiale... On ne demande qu'à voir !

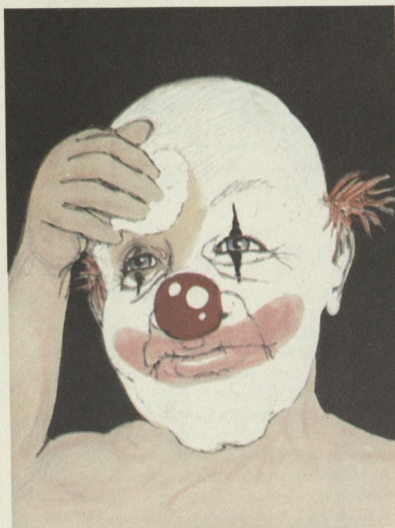
En attendant, 8 000 porteurs et porteuses du virus meurent chaque jour dans le monde, surtout en Afrique, sans soins et sans traitements. Il n'y a rien à rajouter sur ce dossier. Sinon qu'il y a d'un côté de la thune faite sur le dos de ceux qui portent le virus et de l'autre côté, la mort, qui peut rapporter gros aux investisseurs capitalistes. Encore merci aux quelques trop rares copines et copains anars, venus nous soutenir dans ce combat pour la vie et surtout, contre la mort annoncée : Sida, No pasarán !

P.S.



Mort-bruelle





## Deux clowns

**DANS LA FOUGUE ET LA RAGE**, Bérurier Noir avait vécu. Suicidé en 1989 pour ne pas céder à la logique marchande qui minait depuis un moment, alors, la scène alternative hexagonale, le groupe avait fêté sa propre mort avec plus de fougue et plus de rage encore, en donnant trois concerts mémorables à l'Olympia, la salle des « grands », ultime pied de nez au show-biz qui décidément n'aurait pas eu la peau du groupe pour la vendre. C'était digne. C'était honnête.

Depuis, le mouvement punk, s'il a nourri une certaine nostalgie pour la légende bérurière, gardait en mémoire le message laissé, simple et limpide comme un riff de guitare : le punk n'est pas négociable, la révolte en musique n'est pas à vendre. Contre-culture farouchement adverse du show-business et des pouvoirs, pétillant dans une éternelle ébullition de sons et d'idées, elle restera libre, insoumise, insaisissable et peuplée d'anonymes. Hélas, et n'en déplaise à Lalapisse, le cadavre n'était pas mort. Depuis la reformation « surprise » des Bérurier Noir, le décès s'est changé en agonie, de celles auxquelles on ne peut assister sans dégoût ni écœurement. La presse bourgeoise, en confirmant la nouvelle, donnait déjà le ton : tout cela resterait convenable, et se passerait début décembre aux Transmusicales de Rennes, foire annuelle parmi tant d'autres où l'on promotionne à la criée. Les Bérus n'étaient pas là par hasard, du reste : ils ont tout de même un DVD à vendre (pratique, d'ailleurs, le DVD : quand on n'a rien de neuf, on peut toujours utiliser ce support, tout nouveau tout beau, pour recycler les vieilleries. Ce que les Bérurier Noir ont fait, sans vergogne). On peut vérifier à la Fnac, l'objet se trouve en tête de gondole, et s'offre même le luxe d'une signalétique maison, habituellement réservée aux grosses peintures. Prêt, donc, à profiter des achats de Noël...

Et puis, on peut imaginer que la troupe s'ennuyait un peu, depuis son auto-dissolution. Avait bien envie de regrimper sur la scène, s'agiter devant des milliers de gens, sentir la ferveur du public, se griser des effets produits sur lui... Ce qu'un pape ou un tribun doit res-

sentir, en somme. Et puis, allez ! Les Bérus ne sont ni idiots ni sourds. Ils se doutaient bien que leur gloire passée n'était pas retombée, et qu'ils pouvaient compter sur elle pour remplir une grande salle. Je me demande même s'ils n'ont pas toujours plus ou moins logné sur la courbe des ventes de leurs albums, histoire de prendre la température...

En tout cas, belle opération. De l'histoire du rock alternatif, on n'aura jamais vu une billetterie écouler sa came avec autant de rapidité. Les plus surpris devaient être les quelques centaines de punks qui se sont retrouvés devant la salle de concert affichée « complet ». Énervés, aussi, de se sentir serrés d'un peu trop près par la police qui redoutait sans doute quelque émeute. Et tout le monde, punks et flics, ont dû rester confondus en entendant les Bérurier Noir eux-mêmes intervenir du haut d'un balcon à l'extérieur de la salle, pour implorer leur infortuné public de ne pas semer le trouble dans les rues. C'est vrai, un peu de tenue, quoi ! On ne s'entend plus chanter « Petit agité », à l'intérieur !

Mais ce qui me stupéfie le plus dans cette histoire, c'est qu'il se soit trouvé plusieurs milliers d'individus a priori sensibles à la philosophie du punk, pour se prosterner devant ces ringards. L'événement puait si fort le frelaté, l'opportunisme, la rock'star, le business, bref toutes ces saloperies que la mouvance punk a toujours dénoncées, qu'il aurait fait fuir n'importe quelle personne douée d'un minimum de conscience. Hé bien non ! Ça a marché, alors... Les Bérus auraient eu tort de se priver de l'aubaine.

Du reste, l'époque est aux reformations et au recyclage des vieux groupes qui n'ont plus grand-chose à dire ni à faire, mais qui parviennent encore à stupéfier leur public. On a bien vu un Elvis Presley virtuel se donner (euh, non, se monnayer) en concert, accompagné en vrai par ses musiciens « d'origine contrôlée ». Blondie, Parabellum, Sex Pistols, Oberkampf, et même les Doors s'y mettent. Puisqu'il y en a qui trouvent le vieux foïn savoureux... Allez, hu dia ! troupeau d'rock !

André Sulfide

**BÉRURIER NOIR**

# Les écrivains anarchistes à l'université

« Associations de malfaiteurs »

« On connaît enfin les chefs de cette mystérieuse association. Cette découverte est due à un heureux hasard : un haut fonctionnaire du service de la Sûreté ayant entendu parler d'un moyen de transmission de pensée, appelé littérature, eut l'idée de diriger ses investigations de ce côté. Il découvrit, dissimulés en des parallélépipèdes appelés livres, des signes dont à force de labeur il eut la clef, et qui révélèrent des choses épouvantables. Il ne s'agissait rien moins, en ces livres, que de destruction de l'autorité et d'affranchissement des hommes. »

La Revue libertaire, 1<sup>er</sup>-15 janvier 1894

Caroline Granier

**S**AMEDI 6 DÉCEMBRE, j'ai soutenu à l'université Paris-VIII la thèse que j'avais commencée il y a quatre ans, intitulée : « Nous sommes des briseurs de formules: Les écrivains anarchistes en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ». Les écrivains anarchistes trop souvent oubliés ou méconnus ont ainsi fait une entrée remarquée à l'université, sous l'œil éberlué des membres du jury<sup>1</sup>, étonnés de voir, pour une soutenance de thèse, une aussi nombreuse assistance (je remercie au passage chaleureusement ceux et celles qui étaient présent.e.s ce jour-là...).

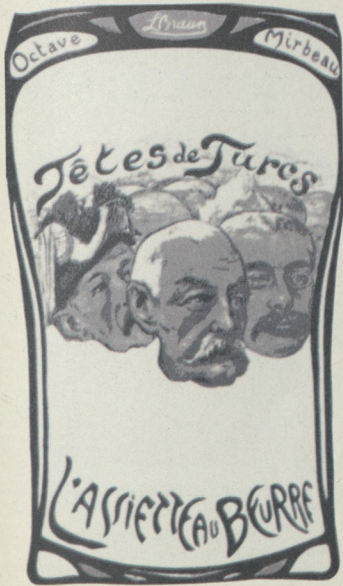
Ce travail m'a menée bien plus loin que je l'avais prévu à l'origine, puisque il m'a fallu trois volumes pour évoquer l'activité militante et littéraire d'une soixantaine d'écrivains des années 1880 et 1890. La fin du XIX<sup>e</sup> siècle est en effet marquée par la rencontre entre les théoriciens anarchistes, ayant engagé une réflexion sur la destination de l'art, et quelques écrivains désireux de s'engager dans « la mêlée sociale ». D'un côté, des militants anarchistes comme Jean Grave, Louise Michel, Charles Malato, Émile Pouget ou Fernand Pelloutier tentent de faire connaître leurs idées dans des œuvres de fiction. De l'autre, des littérateurs sont attirés par l'anarchisme. Parmi eux, on trouve des écrivains déjà reconnus dans le monde des lettres, comme Jules Vallès, Georges Eekhoud, Octave Mirbeau ou Lucien Descaves ; des symbolistes, comme Bernard Lazare, Pierre Quillard, Adolphe Retté ; des écrivains « en marge », tels Georges Darien, Mécislas Golberg, Han Ryner, Zo d'Axa, et d'autres. J'ai tenu à donner une place à certaines figures totalement oubliées, telles qu'André Veidoux ou André Ibels<sup>2</sup>, par exemple, aussi bien qu'à de simples militants presque inconnus, comme Henri Riemer. C'est la lecture des journaux de Jean Grave (*La Révolte*, puis *Les Temps nouveaux*), journaux à la fois politiques et littéraires, qui

m'a permis de reconstituer un réseau d'écrivains, qui visent un même but (la révolution sociale anarchiste), écrivent dans les mêmes petites revues, se lisent et se critiquent les uns les autres. Je donne en annexe une liste des principaux journaux anarcho-littéraires des années 1880-1900.

J'ai voulu donner, dans ma thèse, un aperçu des polémiques qui agitent la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les débats autour du rôle social de l'écrivain, dans les petites revues, sont incessants : certains écrivains anarchistes défendent « l'art social », en insistant sur la responsabilité de l'artiste dans la société, d'autres prônent « l'art pour l'art », qui seul leur paraît garant de leur indépendance. Les écrivains anarchistes sont les premiers « intellectuels » (c'est à leur sujet, au Procès des Trente en 1894, que le terme est popularisé) : ils entendent agir aussi bien sur le terrain politique que dans le domaine littéraire, mais cet « engagement » n'a rien à voir avec ce que sera celui des écrivains communistes des années 1930, inféodés à un parti et à un programme littéraire.

Les discussions autour du rôle social de l'artiste s'accompagnent de réalisations littéraires nombreuses, et qui concernent tous les genres : la chanson et la poésie se prêtent particulièrement à l'art « en situation » (selon l'expression de Proudhon), les scènes accueillent un théâtre d'agitation, les romans se font dénonciateurs, et la chronique devient politique. Ces « écrits de combats » sont toujours en lien avec l'actualité de l'époque et sont destinés à être diffusés le plus largement possible.

Les thèmes de ces écrits sont également variés. Les écrivains anarchistes, méfiants envers tout pouvoir, sont particulièrement conscients des dangers de la délégation et de la représentation politiques : ils dénoncent dans leurs textes toutes les « représentations » (politiques,





économiques ou historiques). Mais ils tiennent aussi à présenter d'autres possibles: les fictions disent ce qui n'a pu avoir lieu – la Commune de Paris – ou ce qui n'a pas encore eu lieu – la société future (dans des textes qui sont à la marge de l'utopie littéraire). En voulant écrire la Commune de Paris, ces écrivains prennent conscience de la présence de l'idéologie dans l'écriture de l'histoire: comment écrire une histoire qui ne reproduise pas les mensonges et les déformations de l'histoire officielle? Ils rejettent une littérature dogmatique, qui ne ferait que reproduire les mécanismes de domination qu'elle entend dénoncer et qui pourrait se révéler aliénante pour les lecteurs. C'est par le moyen de l'utopie qu'ils luttent contre l'idéologie présente au sein de tout texte littéraire: l'utopie est pour eux le « changement de point de vue » qui empêche l'Idée de se cristalliser en dogme. En dénonçant, au sein même des textes littéraires, les préjugés et les « lieux communs », en maniant constamment l'humour et l'ironie, ils donnent aux lecteurs les armes pour combattre les effets d'autorité produits par le texte, et ils nous invitent à une lecture critique.

Comme le dit Alexandra David-Neel dans *Pour la vie*: « Sans le concours d'une masse d'hommes, la moindre chose ne saurait

exister » et il est parfois impossible « d'évaluer exactement la part de coopération apportée par chaque individualité »<sup>1</sup>.

J'ai écrit tout ce que mon travail devait aux recherches de Philippe Oriol, Gaetano Manfredonia ou Thierry Maricourt; ma thèse débute par une longue liste de remerciements que je ne vais pas reproduire ici, mais je tiens à dire que c'est parmi les militant.e.s anarchistes que j'ai trouvé l'aide la plus constante et la plus stimulante. Et merci, encore, à mes très courageux, ses relecteurs, trices: Anne-Marie, Bernard et Pascal.

Le but de mes recherches, enfin, n'est pas un appel à se réfugier dans le passé, mais au contraire à y chercher de quoi nourrir nos combats présents. Et comme j'aimerais vous faire partager ce que j'ai découvert, je vous invite à venir en parler samedi prochain à La Rue.

**C.G.**

1. Parmi les membres du jury, il y avait Alain Pessin, auteur en particulier de *La Réverie anarchiste* (Atelier de création libertaire, 1999) et René Bianco, fondateur du Cira de Marseille.

2. On connaît beaucoup mieux son frère, peintre, H.-G. Ibels.

3. Texte paru en 1898 avec une préface d'Élisée Reclus, recueilli dans Alexandra David-Neel, *Féministe et libertaire*, 2003.

**GEORGES DARIEN**

LE  
**VOLEUR**

**Présentation-débat: Les écrivains anarchistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18<sup>e</sup>, le samedi 20 décembre à 15 heures.**

# Cœur d'anar & homo municipalis

**ERNEST CŒURDEROY EST MORT JEUNE** (1825-1862). En 1848, il est sur les barricades, puis il prend le chemin de l'exil quand Napoléon III arrive au pouvoir. Il ne reviendra jamais en France. Cet inclassable ne se rangera sous aucune bannière et n'aura pas de disciples, sinon des lecteurs enthousiastes. Médecin, chirurgien, poète, l'homme vit sa sensibilité à fleur de peau. Il voyagera en Suisse, en Angleterre, en Espagne, en Italie (en Savoie, pas encore française, où il se suicidera). Hurrah! ou la Révolution par les Cosaques, la plus connue de ses œuvres, a constamment été rééditée.

Cœurderoy est un homme meurtri, déçu, amer qui, faute d'amour, a choisi la haine comme préférable à la tiédeur et à la résignation. Mais ce « sensible » manifeste pourtant une compassion extrême envers les humains qu'il soigne et, au-delà, envers tous les êtres vivants. Un voyage en Espagne lui permettra d'assister à plusieurs corridas qui, soit dit en passant, étaient encore d'une plus grande cruauté que de nos jours.

Quand, comme lui, on est prêt à entrer dans une quelconque tourmente révolutionnaire sanglante, il semble pour le moins ridicule de s'apitoyer sur la plus ou moins grande souffrance d'un animal que l'on va manger. N'est-ce pas ?

« La Corrida de toros » (Madrid, 1853) est extrait d'une autre œuvre de Cœurderoy : *Jours d'exil*. Il y décrit l'éventration des chevaux et des chiens par le taureau qui se défend, il y montre dans le détail les brutalités que le taureau subit avant d'être abattu : « Je ne saurais dire combien me font mal ces cruautés inutiles. Je suis chirurgien ; je puis couper sans émotion la jambe d'un homme que j'espère sauver, mais je ne puis voir assommer un animal sans une grande tristesse. »

Cœurderoy va s'élever de sa pitié pour l'animal qui souffre à une réflexion sur la nature de l'être humain : « Dans son orgueil d'autocrate, l'homme se place dans un monde supérieur aux mondes connus ; il s'isole des animaux [...]. À de semblables iniquités qu'il ne se prétend pas entraîné par le sentiment de son droit, mais par la soif de domination et l'horrible nécessité de vivre de la mort des êtres. »

Se mettre à la place de celui qui souffre, « quel qu'il soit », voilà « qui est proprement révolutionnaire », pour Yves Bonnardel qui l'écrit dans la postface. Mais quoi ? Faut-il devenir végétarien et antispéciste ?

Depuis moins de vingt ans existe en France une mouvance antispéciste de libération de l'animal. Sont-ils de ces « idéomaniaques » que décrit Daniel Colson ? (voir son *Petit Lexique*). Sont-ils une nouvelle « plaie du mouvement anarchiste », quand leur point de vue fétichisé peut devenir l'arbre qui cache la forêt libertaire ? On se permettra de penser à *contrario* qu'il y a une richesse dans les perspectives multiples

quand elles sont abordées sans sectarisme. La discussion reste ouverte.

N'empêche, ce Cœurderoy, cœur d'anar, il m'a surpris par son actualité et par une sensibilité très moderne. Alain Thévenet présente le texte avec sa finesse habituelle et une hésitation heureuse dans le propos.

...

S'il y a des choses que nous pouvons faire sans attendre la révolution, faisons-les. En rééditant *Pour un municipalisme libertaire* de Murray Bookchin, Mimmo Pucciarelli renoue avec l'idée de définir concrètement des dynamiques permettant de construire des espaces, ici et maintenant, où l'on pourra mettre en pratique nos principes. Il se réfère aux élections municipales de 2001 où l'on a vu apparaître des listes se réclamant de la « démocratie directe ».

Certes, l'idée de révolution est bien battue en brèche, mais n'y a-t-il pas un malentendu sur ce que l'on entend par-là ? Car l'Histoire poursuit sa route. S'il y a une révolution à venir, elle ne ressemblera en rien à celles du passé. Nous sommes en retard d'un imaginaire, c'est sûr ! Ce filon est encore à creuser.

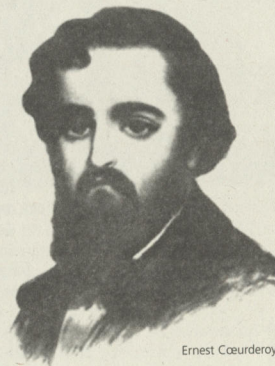
Aujourd'hui, il est possible, n'en doutons pas, de faire vivre un certain municipalisme libertaire dans les quartiers et dans les petites villes, mais nous en restons toujours à la théorie... Où sont les exemples ?

Murray Bookchin minorise le lieu de production pour dire que « c'est dans cet environnement le plus immédiat de l'individu, dans la communauté, le quartier, dans la ville ou le village, à la frontière floue où la vie privée se fond lentement dans la vie publique, que se trouve le lieu authentique d'un fonctionnement à la base... » Mais une simple citation est trompeuse : Bookchin n'ignore pas les intérêts exclusivement économiques et les différences de classe. Pour lui, toute révolution passée s'est manifestée par un double pouvoir : d'une part, sur le lieu de travail, par le soviétique, le conseil ou le syndicat des travailleurs, d'autre part sur le lieu de vie, la commune, la localité. Le second lieu serait plus révolutionnaire que le premier qui est surtout défensif. Quand, en 1984, Bookchin écrit son texte, il misait sur le jaillissement de « nouveaux mouvements sociaux » qui pourraient transcender les intérêts particuliers et donner naissance à un « peuple » libertaire. Qu'en est-il maintenant ?

André Bernard

Ernest Cœurderoy, *Corrida*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2003, 62 p., 4 euros.

Murray Bookchin, *Pour un municipalisme libertaire*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2003, 36 p., 4 euros. Disponibles à Publico.



Ernest Cœurderoy



Murray Bookchin

**Jeu**di 18 décembre

**Paris 11<sup>e</sup>**

Débat à la librairie Quilombo : *sexisme et littérature enfantine*, organisé dans le cadre de la campagne contre les jouets sexistes en collaboration avec le Collectif contre le publisexisme, Mix Cité, les Panthères roses et Du côté des filles. À 19h45 au CICP, 21 ter, rue Voltaire, M<sup>o</sup> Rue-des-Boulets.

**Vend**redi 19 décembre

**Paris 11<sup>e</sup>**

Rencontre débat autour du livre *Les Anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962)* de Sylvain Boulouque (Éditions ACL), en présence de l'auteur à la Passerelle, 3, rue Saint-Hubert, M<sup>o</sup> Saint-Maur.

**Sam**edi 20 décembre

**Paris 9<sup>e</sup>**

Dans le cadre de la campagne contre les jouets sexistes, manifestation de marionnettes devant le Printemps, à l'angle de la rue Caumartin et de la rue de Provence, à 14 heures.

**Paris 18<sup>e</sup>**

*Les Écrivains anarchistes en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle* : Caroline Granier viendra parler de ses recherches sur la littérature anarchiste. À 15 heures, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses.

**Dim**anche 28 décembre

**Paris 11<sup>e</sup>**

À 17 heures pétantes : soirée de soutien pour REFLEXes. Infos sur les extrêmes droites ainsi que les actions antifascistes passées ou en cours. Concert avec

Koyaanisqatsi (hardcore mélodique, Allemagne), The Informers (hardcore mélodique, Paris), Ritournelles et Manivelles (orgues de barbarie et gouailleurs du cru, Paris). Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. Paf : 5 euros.

**Dim**anche 11 janvier

**Paris 11<sup>e</sup>**

Soirée de solidarité avec les communes autonomes zapatistes en lutte depuis 10 ans. Et un concert : Ya Basta (ska zapatiste parisien), Acapulco Gold (latino ska) et la Fraction (punk rock). À partir de 16 heures, au CICP, 21 ter rue Voltaire, M<sup>o</sup> Rue-des-Boulets. Paf : 5 euros.

**Lun**di 12 janvier

**Bron (69)**

Travailler moins, vivre autrement ! Vidéo débat autour du film *Les Glaneurs et la glaneuse* d'Agnès Varda avec Bruno Clémentin (Casseurs de Pub). Co-organisé par la Maison de l'écologie et la revue *Silence*. À 20 heures au cinéma les Alizés, 214, avenue Franklin-Roosevelt, Tram T2, arrêt Les-Alizés. Paf : 4 euros.

**Vend**redi 16 janvier

**Monteux (84)**

Concert de Serge Utgé-Royo à la salle du Château d'eau à 20h30, en soutien à Musique solidarité en Provence. De 8 à 15 euros.

**Sam**edi 17 janvier

**Paris**

Manif « Ni prolongation, ni relance, arrêt immédiat du nucléaire ! » à l'appel du réseau sortir du nucléaire, de la FA, de l'OCL et de l'OLS. À 14 heures, place de la République.

**Radio libertaire**

**Jeu**di 18 décembre

**Si vis pacem** : de 18 heures à 19h30, Mouna contre les jouets guerriers, avec le « gérant du rare ».

**Vend**redi 19 décembre

**Enjoy Polar** : de 12 heures à 13 heures, une émission non marchande à l'occasion des fêtes, à l'heure où le patronat au pouvoir entend enterrer l'accès et la création culturelles. Cette émission sera consacrée à la Bilipo (Bibliothèques des Littératures Policieres).

**Offensive** : émission d'Offensive libertaire et sociale, de 21 heures à 22h30, semaine contre les jouets sexistes, avec Mix-Cité et le Collectif contre le publisexisme.

**Sam**edi 20 décembre

**Chroniques syndicales** : de 11h30 à 13h30, espéranto et anarchie.

**Dim**anche 21 décembre

**Ni dieu, ni maître queux** : de 14 heures à 15h30, l'émission présentera l'ouvrage *Les aventures du cous-cous* écrit par Hadjira Mouhoub et Claudine Rabaa, paru chez Actes Sud dans la collection L'Orient gourmand. L'une des auteurs sera présente (ou interviewée).

**Des mots, une voix** : de 15h30 à 17 heures, l'écrivain Michel Butel pour *L'autre amour* et *La figurante* (Mercure de France).

**Lun**di 22 décembre

**Les Destinées de l'Histoire** : de 18 à 20 heures, Gérard Terrones (première partie), l'histoire du jazz.

**Le Monde Merveilleux du Travail** : de 20 heures à 21 heures, activités des sections syndicales CNT & CGT Artacréa (ex-Graphigro-Rougier & Plé), et en rubrique: les mémoires d'un Anar.

**Mardi 23 décembre**

**Pas de quartier** : de 18 heures à 19h30 : l'émission du groupe Louise Michel recevra le groupe Abelard qui présentera un ouvrage collectif *Calamitas universitatum*, rédigé par des chercheurs et des étudiants en lutte. Infos sur les réformes de l'université insufflées par le gouvernement et sur les actions en cours pour y résister.

**89,4 MHz**  
en région parisienne

## Sur les traces de Luis Frank

CETTE année une réalisatrice mexicaine Marcela Arteaga a tourné un documentaire de 86 minutes intitulé *Recuerdos* (Souvenirs). *Recuerdos* est un parcours dans l'histoire du 20<sup>e</sup> siècle, en parlant de la vie d'un homme appelé Luis Frank. Né en Lituanie en 1896, son père meurt dans une mission pour le tsar Nicolas, en laissant sa famille dans une immense pauvreté qui les oblige à émigrer à New York. Là, Luis grandit dans un milieu de jeunes Juifs, auprès de qui il obtient un grand soutien. Pendant la Première Guerre mondiale, il s'enrôle dans l'armée nord-américaine et sert comme espion en France. À la fin de la guerre, il émigre en Espagne où il participe activement aux Brigades internationales (durant la guerre civile), il fait des travaux comme speaker pour la CNT et pour la FAI. Avec ces militants, il tourne des documentaires en 16 mm sur la lutte du peuple espagnol. Le triomphe de Franco oblige Luis à émigrer à nouveau. À partir de la France, il se charge d'accueillir des réfugiés de la guerre civile, jusqu'au moment où il est trahi et livré aux nazis et enfermé pendant un an dans un camp de concentration. Ensuite Luis arrive au Mexique, où il réussit dans le commerce des bateaux pour la pêche aux requins, tout en fondant une famille. Ce film a été présenté au Mexique, en Espagne et au Canada dans une version française.

Le but serait bien sûr d'avoir une adresse où se procurer une copie DVD avec une version française, si vous trouvez, merci d'envoyer la piste au *Monde libertaire* qui transmettra.

Éric Jarry

## News en vrac

### Les Gardois anti-nucléaires à Paris le 17 janvier

Le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire affrètera un autobus pour participer à la manifestation contre l'EPR du 17 janvier à Paris. Le départ se fera à partir de Montpellier ou de Nîmes.

Les personnes désirant participer à ce déplacement collectif et convivial peuvent envoyer un chèque de 50 euros (prix de l'aller-retour) à l'ordre de Collectif Rhodanien à Agdir, BP 5018, 30900 Nîmes. Renseignements ou inscriptions au 0615137635.

### Des anarchistes dans les Hauts-de-Seine !

Des militants du 92 se sont unis dans le but de promouvoir nos idées dans notre département et d'agir face aux oppressions sur un plan local. Pour nous contacter : [federationanarchiste92@yahoo.fr](mailto:federationanarchiste92@yahoo.fr) ou à l'adresse postale suivante : Union départementale 92, c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

### Drapeau noir

Un nouveau numéro du journal du groupe Proudhon de la FA vient de sortir. Il coûte 2 euros, et on peut le commander au CESL, BP 121, 25014 Besançon Cedex. Au sommaire : les intermittents, la vie bisontine, la colo libertaire, féminisme, anarchisme, etc.



RENÉ BERTHIER présentera son récent livre, *Octobre 1917, le Thermidor de la révolution russe*, paru aux Éditions CNT-Région parisienne en novembre 2003, au cours de l'émission « Dissidences »<sup>1</sup> du dimanche 4 janvier 2004, à 14 heures, sur Radio libertaire.

En octobre 1987, à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre, René avait coordonné la réalisation de nombreuses émissions sur le sujet : Philippe Garnier, de « Dissidences », y avait participé. Des extraits de cette émission illustreront la discussion prochaine.

1. Cette émission a été créée en décembre 1995 par Philippe Garnier ; or, notre compagnon est décédé en juin 2003. En souvenir de son investissement de « radioteur », quelques-unes de ses émissions sont rediffusées à l'initiative du secrétariat de Radio libertaire.

## Grrrrrrrr ! J'aime pas les jouets sexistes !

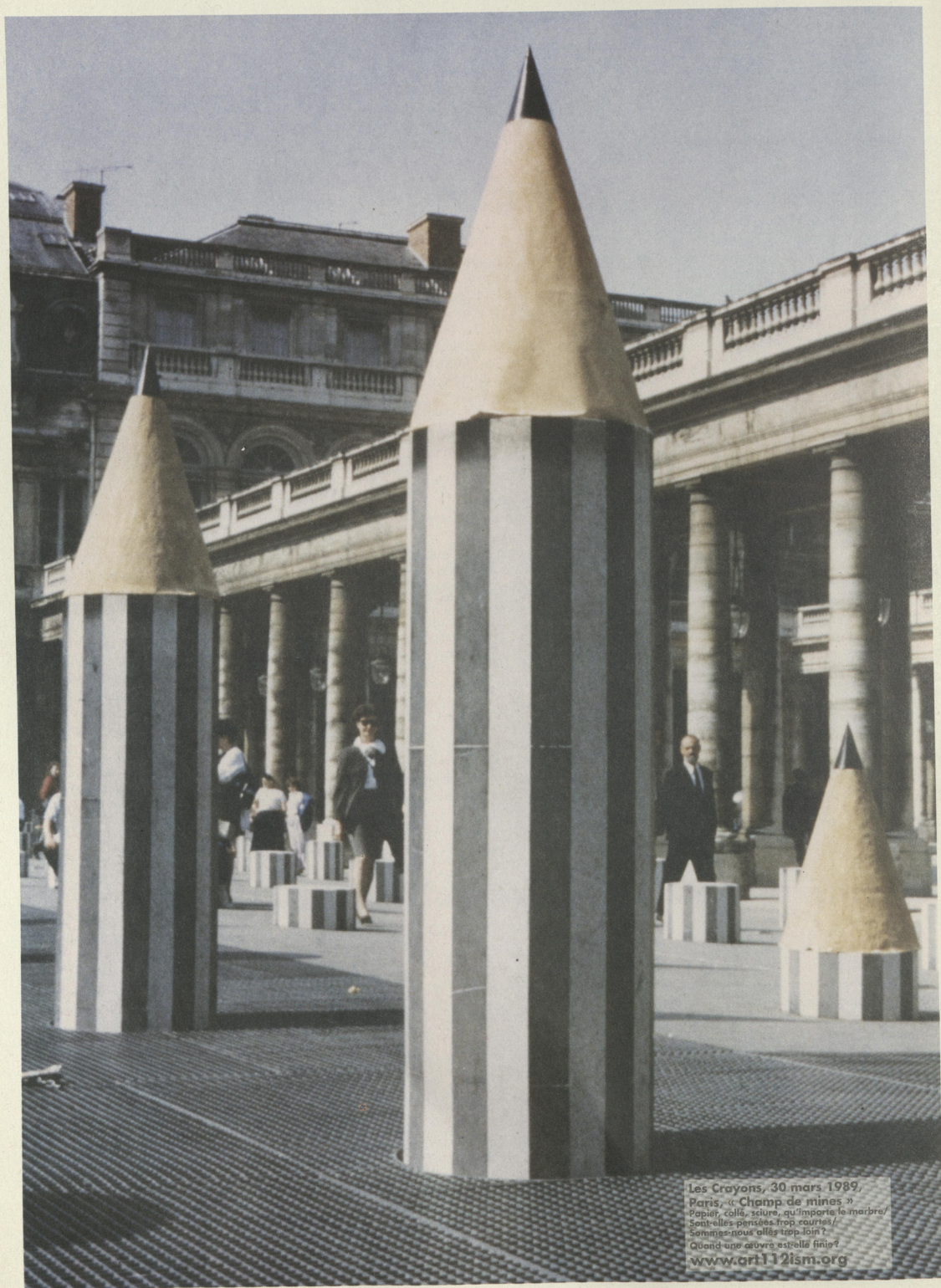
BIENTÔT Noël, ses cadeaux et ses flonflons. Comme tous les ans, les parents vont se précipiter dans les rayons de jouets pour succomber à la fée consommation et ainsi offrir à leur progéniture le dernier jouet guerrier ou la dernière poupée qui parle ou, que sais-je, qui pisse toute seule. Les petits garçons pourront ainsi apprendre à tuer de vilains terroristes ou faire la guerre. Pour la bonne cause, bien sûr, comme ils voient faire les gentils Américains le soir au JT de 20 heures. Les petites filles, elles, auront le droit à une belle poupée, une dinette ou bien la tenue de la petite ménagère, plumeau et blouse compris, et apprendront à bien tenir un appartement et à pouponner. J'en entends certains me dire que tout cela est fini, car les filles se sont mises aussi aux jeux sur PC, play-machin, ou truc-box.

Mais voilà s'il est indéniable que les supports ont changé, les jeux que l'on y installe, eux, n'ont pas évolué. Il y a ceux pour les filles et ceux pour les garçons. Et c'est toujours la même chose qu'avant l'informatisation des jeux. Pour les filles, ils sont à la limite du gnan-gnan et pour les garçons toujours plus violents et machistes. Quand on voit l'image des femmes qui y est véhiculée, ça n'a rien à envier à certaines pubs. On n'a pas trop le choix, me répondez-vous et puis, c'est Noël et c'est ce que nos enfants réclament. Ils/elles réclament ce à quoi ils/elles ont été habitués.e.s, ils/elles sont conditionnés.e.s



autant que nous le sommes. Alors déconditionnons-nous ! Déconditionnons-les ! Moi, à mon neveu et mes nièces, cette année, je leur offre un casque, un foulard, un drapeau noir, la recette du cocktail Molotov et l'adresse d'un fabricant de jouets pour qu'ils/elles s'entraînent et qu'ils/elles y mettent le feu avant qu'il ait l'idée de leur fabriquer des poupées à l'effigie de Marie Trintignant et Bertrand Cantat.

Yannick  
groupe Idées noires



Les Crayons, 30 mars 1989,  
Paris, « Champ de mines »  
Papier, colle, sciure, qu'importe le marbre/  
Sont-elles pensées trop courtes/  
Sommes-nous allés trop loin ?  
Quand une œuvre est-elle finie ?  
[www.art112ism.org](http://www.art112ism.org)